10e Année. - N° 168. - 10 Février 1934. Prix : 2 frs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

au syndicat, le pouvoir !

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.

EXTERIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr,

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à *LOUZON, avenue Fragonard, Cannes* (*A.-M.*)

Celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à *CHAMBELLAND*, 54, *rue du Château-d'Eau, Paris* (X^e^).

Celle relative à l'administration à *BARAT*, 54, *rue du Château-d'Eau, Paris* (X^e^)

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unite syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

AU SYNDICAT, LE POUVOIR !

CARNET DE ROUTE D'UN DÉLÉGUÉ FRANÇAIS (suite) ... **P. Dhermy**

PARMI NOS LETTRES

Toujours à propos du boycott des produits hitlériens. — Guerre de tranchées. — La concurrence japonaise et l'Empire britannique. — Les héros obscurs. — Herriot, l'U.R.S.S. et la claque communiste. — Herriot caution de Staline.

LA MORT D'UN OUVRIER EN U.R.S.S. ..... **J. Mesnil**

L'HISTOIRE DU CARTEL DU BATIMENT DE LYON ..... **J. Claveyrolas**

BI-METALLISME !

Le faux bi-métallisme ou l'inflation déguisée ..... **R. Louzon**

CHEZ LA BRUTE

Au camp de concentration de Brandebourg

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Orage à Nice ..... **Un manifestant**

A TRAVERS LES LIVRES

Le Talon de Fer ..... **A. Isnart**

A TRAVERS LES REVUES

La Critique Sociale. — L'Educateur Prolétarien. — Les Humbles ..... **B. G.**

Amis,

renouvelez sans retard

votre abonnement

AU SYNDICAT, LE POUVOIR !

La marche des événements pose sous une forme aiguë la question :

parlementarisme ? ou fascisme ?

Nous répondons :

ni parlementarisme, ni fascisme.

TOUT LE POUVOIR AU SYNDICAT !

Les luttes de partis au Parlement ont depuis longtemps perdu toute signification. Qu'ils se dénomment de droite ou de gauche, tous les partis continuent, dès qu'ils gouvernent, *exactement la même politique.* Ce sont des équipes rivales. Elles ne se disputent le pouvoir que pour les profits qu'elles en retirent.

Quant au fascisme, nouveau nom d'une vieille chose, nouveau nom du Césarisme, il signifie l'écrasement de la classe ouvrière par la force, la suppression pure et simple des droits du prolétariat : le droit à penser, le droit à s'organiser, le droit à lutter.

■

Seul, un changement social radical, seul un bouleversement total des institutions économiques et politiques mettra fin à cette situation, écartera ce danger.

CEUX QUI TRAVAILLENT ONT SEULS LE DROIT DE DIRIGER LA PRODUCTION ET DE RÉPARTIR LES BIENS.

Le Syndicat, émanation directe des producteurs, est seul qualifié pour diriger économiquement et pour conduire politiquement la société.

Au Syndicat doit revenir le pouvoir.

Le Syndicat doit se substituer à l'Etat.

■

Seul, le Syndicat mettra fin à *l'exploitation de l'homme par l'homme*, parce que seul il peut exercer lui-même, sur le terrain même de la production, les fonctions jusqu'ici dévolues au patron et à ses acolytes.

Seul, il peut mettre fin aux *crises* et au *chômage* en permettant enfin aux travailleurs de consommer la totalité des produits que leur travail aura créés, défalcation faite de ce qui aura été reconnu nécessaire à l'extension et à l'économie de la production.

Seul, il peut établir la *paix*, puisque, seul, il est, par sa nature même, international. Quand le profit disparaît, la concurrence disparaît, aussi bien entre nations qu'entre individus. Une société de producteurs, dans laquelle il n'est possible à personne de s'emparer du produit du travail d'autrui, organisera la production internationalement, parce qu'elle n'aura d'autres préoccupations que d'assurer la fabrication de chaque produit là où il peut être obtenu avec le moindre travail.

Telle est notre doctrine, tel est notre mot d'ordre.

Hors de sa réalisation, c'est le retour à d'anciennes formes d'exploitation, le replâtrage des formes actuelles, ou la naissance de nouvelles classes exploiteuses, mais pas la suppression de l'exploitation.

EN AVANT !

TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

TOUT LE POUVOIR AU SYNDICAT !

La Révolution Prolétarienne.

Un témoignage prolétarien sur l'U. R. S. S.

Carnet de route d'un délégué ouvrier français

DEUXIÈME PARTIE (Suite) [1]

L'Ukraine agricole

16 Novembre : une école d'agriculture

10 heures. Les autobus nous transportent jusqu'à une Cité-agraire (lisez : école d'agriculture), située à une dizaine de kilomètres au sud de Lougansk. Les bâtiments sont neufs. Dans une superbe salle, le directeur de l'école nous donne quelques explications :

Vous vous trouvez dans un Institut agronomique ayant pour but d'étudier la culture des arbres fruitiers et des légumes et de préparer des spécialistes de ces cultures. Ces spécialistes reçoivent aussi quelques connaissances sur l'élevage des vaches laitières et des porcs. Ici, la théorie et la pratique sont réunies. Comme dans les autres industries, nous menons maintenant la lutte pour la qualité. Nous étudions aussi la conservation des produits. On trouve également ici des Facultés ouvrières, permettant aux ouvriers de la ville d'acquérir des connaissances agricoles ; l'une d'elles fonctionne le soir, à Lougansk. Nous organisons des cours par correspondance, suivis de cours pratiques.

L'Institut dispose de 1.100 hectares; il possède 7 tracteurs et 98 chevaux. L'énergie provient d'une centrale électrique. La production sert à la nourriture de la cité; le reste (1.300 tonnes de légumes cette année), est donné aux ouvriers des usines. Nous avons obtenu une nouvelle variété de pommes de terre qui donne un rendement de 31 tonnes par hectare. Il y a ici 440 étudiants et 40 professeurs. L'instruction est gratuite et l'Etat donne une pension aux étudiants selon la qualité du travail fourni. Les 3 repas coûtent au maximum 90 kopeks par jour. On s'occupe surtout ici de la culture du cerisier, du groseiller et du cassis; on ne fait pas encore la taille des arbres fruitiers, car l'Institut débute. Le climat de la région permet d'obtenir : des pommes, des poires, des prunes, des abricots, du raisin et des fraises.

La conférence est terminée, le directeur nous fait ensuite visiter deux salles d'études : une constatation : très grande proportion de femmes, presque la moitié. L'un des étudiants était auparavant ouvrier d'usine ; le goût du travail en plein air l'a attiré à l'Institut. Le directeur nous dit encore : « Ces étudiants deviendront ingénieurs-agronomes et iront travailler dans les kolkhoses et les sovkhoses. Le but poursuivi est l'animation des cultures agricoles par l'apport de prolétaires ayant suffisamment de connaissances spéciales. Les travaux de culture sont faits par des ouvriers agricoles gagnant de 95 à 200 roubles par mois, et payés aux pièces ; ils sont nourris et logés pour 65 kopeks par jour. »

Nous prenons congé du directeur et partons pour la visite d'un kolkhose, situé quelques kilomètres plus loin.

Visite d'un kolkhose

Dans une vaste cour, si on peut appeler cour un espace qui n'est pas clos — physionomie de ferme bien spéciale à la Russie — les autobus s'arrêtent. Nous sommes au cœur du kolkhose Vorochiloff, bien connu en U.R.S.S., me dit-on, pour avoir gagné le concours d'émulation entre les kolkhoses.

On nous groupe dans une salle de réunion et on nous donne les renseignements suivants sur le fonctionnement du kolkhose :

Le kolkhose Vorochiloff comprend 64 économies agricoles (familles ou « feux »), peuplées de 293 habitants sur lesquels 146 sont des travailleurs. Ces économies sont formées en brigades : champêtre, potager, écuries et étables, etc. Le cheptel comprend : 187 bovins, dont 89 vaches laitières; 46 chevaux, 15 poulains, 129 porçins, dont 48 truies. La surface du kolkhose est de 65 hectares. Une partie du travail est faite au moyen de machines fournies par la station de tracteurs. Près de 20 hectares de vergers viennent d'être plantés, et le kolkhose possède aussi 204 ruches. La région est très sèche, (il tombe en moyenne 300 m/m de pluie par an); on récoltait jadis environ 6 quintaux à l'hectare (et seulement des céréales); la production est maintenant de 12 quintaux à l'hectare (blé, avoine et seigle), avec, en plus, des légumes (pommes de terre, carottes, navets, etc.). La direction du kolkhose (je n'ai pu en connaître la composition), est élue par une assemblée générale; il lui est adjoint une conférence de production formée des chefs de brigade (là aussi j'aurais aimé en connaître le mode d'élection). Le matériel, le bétail et la terre sont partagés par brigades. Le travail est payé selon une unité conventionnelle (dont je ne puis comprendre le mécanisme), appelée « journée de travail » et qui donne droit à 4 ks 500 de céréales, 3 ks de pommes de terre, 7 roubles, et le fourrage pour le bétail individuel. Ce bétail individuel est généralement composé de: 1 vache (quantité limitée), des porcs (quantité non limitée), et de volailles (je n'ai pas eu la curiosité de demander si on élève aussi des lapins). Celui qui nous parle ajoute que ce bétail individuel est proportionné à l'importance de la famille.

(1) Voir les numéros 165, 166, 167.

Des renseignements officieux me permettent de préciser ceci : jusqu'à ces derniers temps, et sans doute dans le but d'obliger les paysans *individuels* à entrer dans les kolkhoses, le paysan possesseur d'une vache était encore considéré comme « koulak » et était, comme tel, en butte à toutes sortes de tracasseries tout en payant un impôt fort lourd. Beaucoup de paysans trouvèrent alors plus simple de faire disparaître la vache, cause de leurs ennuis, et la transformèrent en viande de boucherie, ce qui, répété à de nombreux exemplaires, amena une disette en certains produits (lait, beurre, fromage, viande, cuir), dont on souffre encore en U.R.S.S. Le gouvernement soviétique fit alors machine en arrière et, pour reconstituer le cheptel au plus vite, donna la facilité aux paysans, d'acquérir, à tempérament, un veau dans les sovkhoses (exploitations agricoles d'Etat). En ce moment, (mais pour combien de temps ?), le possesseur d'une vache n'est plus considéré comme koulak.

La part minimum reçue cette année par un kolkhosien est de 180 pouds de céréales (le poud équivaut environ à 16 kilogrammes), et au maximum de 400 pouds; le minimum en argent est de 2.000 roubles, et le maximum de 4.000. La station des machines fournit en matériel agricole 33 kolkhoses; elle fournit aussi des conducteurs de machines. Cette station comprend également un secteur politique chargé de la réorganisation culturelle des kolkhoses; ce secteur s'occupe en même temps de la préparation des cadres (dirigeants et gérants de kolkhoses), du journal du kolkhose, de la T.S.F., du club du kolkhose, etc. Chaque kolkhose est parrainé par une ville ou une usine, qui aide le kolkhose du point de vue matériel et culturel. Il est versé à l'Etat 12 % de la récolte, et le fonds d'ensemencement. Le kolkhosien ne peut vendre sa part de récolte qu'après avoir versé le fonds d'ensemencement.

Les bâtiments d'exploitation et d'habitation

Rien de bien saillant dans la visite des écuries, étables, porcheries ; très grande analogie avec ce qui existe en France. Ces bâtiments sont vides, leurs occupants partis aux champs. On nous fait voir une maison d'habitation : intérieur propre, murs blanchis à la chaux, le sol de l'entrée-cuisine est en terre battue ; vu l'affluence, je ne puis pénétrer dans l'autre pièce. Assez grand nombre de porcs en bon état dans la cour. Au milieu de celle-ci un abreuvoir près d'un puits d'où l'eau, à 2 m. 50, est tirée au moyen d'une très longue perche basculante. Un coup d'œil aux ruches, étonnamment rapprochées les unes des autres. Visite d'une cave spéciale pour la conservation des choux et des pommes de terre ; nous y voyons des paysannes occupées à remplir des tonneaux de choucroute.

Rassemblement des délégués et des habitants présents auprès d'une charrette sur laquelle se hisse Paucard, le paysan de la Corrèze. Il présente aux paysans du kolkhose le salut de la délégation française et explique que le grand souci des délégué français en venant jusqu'ici, était de savoir jusqu'à quel point étaient vraies les affirmations de la presse bourgeoise touchant la famine en Ukraine ; il ajoute que la bonne mine de ceux qui nous entourent, et principalement des enfants, prouve que ce sont de pures calomnies. J'avoue que, moins convaincu que Paucard, j'attends avec une certaine angoisse la réaction qui, selon moi, ne manquera pas de se produire quand l'interprète (le rédacteur à la *Pravda*), traduira le discours prononcé. Peine perdue : aucune émotion, à aucun moment, ne paraît sur le visage des assistants ! Selon moi, il n'est pas possible que des gens à qui on annonce une chose aussi grave et qui n'existe pas, ne se regardent pas sans rire. Que faut-il en conclure ? Je pense simplement ceci : ou les paysans en question n'ont pas la liberté d'exprimer leur pensée, la crainte les paralyse, ou l'interprète n'a pas traduit la partie essentielle du discours, et pour quelle raison ? Quelle dérision d'appeler « enquête » la promenade qu'on nous fait faire !

Nous n'avons pas vu le kolkhose en action et bien des questions restent en suspens, mais on nous fait remonter dare-dare dans les voitures ; car il faut que nous allions, à toute force, jusqu'au village voisin.

Visite d'un village ukrainien

Nous sommes restés environ deux heures dans le kolkhose, et il est 16 heures quand les autobus nous déposent devant l'école du village. Une partie des habitants et tous les enfants des écoles nous attendent, munis de bannières et de drapeaux rouges. Accueil très sympathique. Chants ukrainiens par les écoliers, auxquels la délégation répond par « La jeune garde » et la « Carmagnole », car il faut montrer que nous avons du savoir-vivre ! quittes à être souvent vraiment ridicules !

Rassemblement des délégués dans une salle de l'école, où on nous demande de quelle façon l'enseignement est donné dans les écoles rurales en France. Après notre réponse, l'instituteur (30 ans), donne des renseignements concernant l'école dans ce village :

Instruction obligatoire de 8 à 15 ans; discipline consciente des écoliers, principes d'instruction polytechnique de Lénine et de Staline. Dans le cas d'enfants indociles, ceux-ci sont réunis à l'école avec les parents et on donne, devant eux, des explications sur la nécessité de la discipline consciente. Ici, la meilleure maison est donnée pour l'école. Les écoliers reçoivent le déjeuner et le dîner gratuitement à l'école. L'enseignement est en ukrainien; le russe est appris comme langue étrangère. (Je pose la question de l'espéranto : le maître me répond qu'on ne l'apprend pas à l'école ; seul, l'allemand est enseigné dans les classes supérieures). L'instituteur gagne de 85 à 125 roubles par mois pour 3 heures de travail par jour; dans les groupes supérieurs, il gagne de 125 à 175 roubles. Les deux langues (ukrainien et russe), se ressemblent et, connaissant l'une, on peut comprendre une partie de l'autre. Un certificat est donné à la fin des études, vers 15 ans. L'instituteur peut augmenter son salaire en obtenant, par ses études, une qualification supérieure, ou en faisant la classe dans deux groupes, ce qui lui fait 6 heures de travail par jour. 579 élèves dans cette école, pour 18 pédagogues (moyenne: 35 élèves par maître).

L'instituteur arrête là ses explications, car il est 17 heures et nous n'avons pris aucune nourriture depuis 9 heures du matin. Aussi, avec un réel empressement, nous nous dirigeons vers un des réfectoires de l'école où un repas est servi

à notre intention. Menu : soupe aux choux et aux pommes de terre ; pain gris, frais et excellent, (il a tout à fait la saveur de notre pain complet) ; mouton sauté et pommes de terre à l'étouffée ; compote de cerises ; miel ; le tout est très bon et en abondance.

Malgré la cordialité de l'accueil et la qualité du repas, je regrette que toutes ces réceptions, si chaleureuses soient-elles, soient toujours préparées et que nous ne puissions aller nulle part à l'improviste. Sans doute y a-t-il à cela d'excellentes raisons, puisque toutes les demandes d'enquête très étendue (par exemple avec séjour prolongé en U.R.S.S., liberté absolue de mouvements et libre choix des interprètes), faites par des organisations syndicales, n'ont jamais été acceptées par le gouvernement soviétique. La nuit est tombée depuis longtemps quand nous quittons ce village (dont j'ai oublié le nom mais qu'on m'a dit se trouver à 23 kilomètres de Lougansk), pour rentrer dans cette dernière ville où, paraît-il, nous sommes attendus par le soviet, réuni spécialement pour nous recevoir.

Réception par le soviet de Lougansk

Le soviet s'est réuni spécialement pour nous donner quelques explications sur la constitution soviétique. Voici un résumé de ce que nous dit le président :

La constitution soviétique s'identifie avec la dictature du prolétariat. A sa base se trouve le soviet de ville ou de village, élu par tous les habitants, à l'exception des anciens bourgeois, des anciens propriétaires, des prêtres, en un mot de tous les exploiteurs. Les exclus ont le droit de porter plainte. On est électeur à partir de 18 ans, hommes et femmes. Pour qu'elle soit valable, une réunion électorale doit comprendre au moins 75 % des électeurs. La proportion habituelle est de 98 à 99 %. On élit 1 député sur 500 électeurs pour le soviet de village, et 1 député sur 100 électeurs pour le soviet de ville. Le « Plenum » de Lougansk (assemblée plénière du soviet de la ville) comprend 1.500 députés; il choisit un présidium de 35 membres et 25 « candidats » (suppléants). Ce plénum choisit les chefs des « secteurs » suivants : 1° secteur d'agriculture ; 2° secteur d'enseignement ; 3° secteur de protection de la santé ; 4° secteur d'assistance publique ; 5° secteur de la Milice ; 6° secteur des finances ; 7° secteur des services communaux ; 8° secteur du ravitaillement ; 9° secteur de la Guépéou ; 10° secteur de l'industrie ; 11° secteur de l'inspection ouvrière et paysanne; (je pense que ce n'est pas tout, mais je n'ai pu entendre le reste). Le plénum du soviet de la ville choisit ses délégués au Congrès des soviets de l'Ukraine; ce congrès est le pouvoir de l'Ukraine; entre deux congrès, le Comité exécutif choisi par ce congrès gouverne la République. Le congrès du soviet ukrainien envoie ses délégués au Congrès panrusse de l'Union soviétique. (Il m'a été impossible d'entendre dans quelle proportion étaient élus les députés aux différents degrés). Les « non-travailleurs » (ménagères, vieillards), ont droit à 1 député sur 500 électeurs; pour eux, des réunions spéciales sont faites par un camarade responsable (je ne sais pas dans quel but).

Voulant savoir si une grève des électeurs donnerait un résultat positif en U.R.S.S., je demande au président ce qui se passe quand le quorum de 75 % n'est pas atteint. Il commence par me répondre que cela ne s'est jamais vu en U.R.S.S., que la question ne se pose même pas puisque la proportion de votants approche 100 % puis, sur mon insistance, il m'explique tout de même que, dans ce cas, la réunion est déclarée nulle et qu'on étudie alors les causes de ces abstentions avant de procéder à une nouvelle réunion. Ne m'estimant pas suffisamment renseigné, et malgré les regards réprobateurs des interprètes et des orthodoxes de la délégation, je demande ce qui se passe si le quorum de 75 % n'est pas encore atteint. Personne n'a l'air bien au courant, des colloques ont lieu, enfin, après avoir consulté ses collègues, le président m'apprend que, dans ce cas, le quorum descend à 50 %, mais, renouvelle-t-il, cela ne s'est jamais vu ! Il est dit que ma curiosité ne sera jamais satisfaite mais, ne voulant pas prendre figure de perturbateur, et me sentant suffisamment signalé, je n'insiste plus.

Le budget du soviet est préparé par le secteur financier et ratifié par le plénum ; il doit concorder avec le « plan » de la république ukrainienne. Je demande comment le soviet se procure ses ressources. Réponse : Elles sont de trois sortes : impôts, crédits à long terme et sans intérêts de la banque d'Etat, et une troisième catégorie dont je ne peux discerner le nom. Impôts : d'abord sur les exploiteurs (commerçants, etc.), mais cette catégorie diminue de plus en plus ; puis impôt agricole (1,8 % et progressif) ; enfin, impôt progressif sur les travailleurs : celui qui gagne moins de 75 roubles par mois est exonéré ; pour 75 roubles, l'impôt est de 56 kopeks par mois ; pour 86 roubles : 75 kopeks ; pour 200 roubles : 2 roubles 88 kopeks ; et pour 500 roubles, 17 roubles 22 kopeks. (Une chose me paraît difficile à comprendre : comment peut faire le soviet pour rembourser les prêts à long terme si, comme l'a dit le président, l'impôt sur les salaires n'est qu'une partie minime du budget et si la catégorie « exploiteurs » est presque disparue ? Je regrette de ne pouvoir solutionner ce problème).

Un délégué pose une question : combien y a-t-il de permanents dans le soviet ? Réponse : environ 80 ; les autres continuent à travailler. Encore quelques questions : 1° Le soviet a-t-il toute autorité pour commander son service de Guépéou ? Réponse : « Oui, mais la Guépéou reçoit surtout des ordres du comité panrusse des soviets ; il y a ligne horizontale et aussi ligne verticale » (1). 2° Pour toutes les affaires dont il a à s'occuper, est-ce que la Guépéou passe obligatoirement par la Justice ? Réponse : « Oui, sauf des cas exceptionnels, commandés par le gouvernement central, tels les saboteurs. (C'est là une précision utile, qui prouve que, dans la pratique, la Guépéou n'est pas sous le contrôle des travailleurs, et qu'elle constitue une arme terrible dans les mains des gouvernants).

Le président reprend : Ces cas ne sont pas rendus publics quand l'intérêt de l'Etat l'exige ou que d'autres Etats y sont mêlés. (Et les saboteurs anglais ?) Cela ne concerne que les ennemis du peuple. Les saboteurs ont détruit 50 % du bétail et du matériel dans l'Ukraine ; ils avaient pour but de créer la famine. La Commune de Paris est

(1) En réalité, les Guépéou locaux dépendent exclusivement du Guépéou central.

une leçon pour nous ; les communards étaient trop libéraux, la Commune est restée faible, ce qui a causé la mort de milliers d'ouvriers. Les soviets n'ont pas à être hypocrites comme les pays bourgeois. (Suit une longue apologie de la dictature et de l'absence de pitié en Union soviétique). Cette année, situation nettement améliorée, la récolte a été doublée. Pendant son voyage en Ukraine, Herriot entrait dans toutes les granges pour regarder les grains.

Le chef de la milice de Lougansk prend la parole :

Le rôle de la milice consiste à veiller à l'ordre révolutionnaire, à garder la propriété du peuple (usines, kolkhoses), à lutter contre les voleurs et les ivrognes, à aider à l'exécution des lois. La milice est formée de volontaires salariés; seuls sont admis les ouvriers et les paysans. Le salaire des simples miliciens est de 85 roubles par mois, sans compter les vêtements; celui des commandants va de 135 à 300 roubles. Le salaire est proportionnel : au bout de trois ans de service, le milicien reçoit une augmentation de 1 % ; au bout de 6 ans, 20 % ; après 9 ans de service, 30 %, et après 12 ans, 50 %. La milice rend compte de son travail dans des réunions ouvrières, où elle est parfois applaudie, parfois blâmée. Les miliciens n'ont pas de matraques ni d'autres armes. (Je ne sais si cela est vrai pour Lougansk, n'ayant pas pu le contrôler, mais, à Moscou, tous les miliciens sont armés du revolver).

Le chef de la milice ayant terminé son exposé, le chef de la délégation remercie par un assez long discours. Pendant ce temps, nous buvons du cacao, et mangeons des gâteaux et de délicieux bonbons ; comme autre boisson, une très agréable limonade parfumée à la vanille. Les membres du soviet nous demandent quelle est la situation des partis politiques en France. Grenier leur répond assez objectivement, tout en laissant, naturellement, le beau rôle à son parti.

Invité par un membre du soviet à donner quelques explications sur l'état d'esprit des ouvriers des usines Hotchkiss à l'égard de l'Union soviétique, j'explique que très peu d'entre eux ont une opinion nette à ce sujet et que c'est justement pour être fixés qu'ils m'ont envoyé en U.R.S.S. Mon exposé n'obtient pas un grand succès, car il ne contient pas les formules admiratives employées habituellement par les autres délégués ; pour un peu, j'aurais l'air d'être un goujat.

Un peu avant la fin de la séance, une délégation des oudarniks de l'usine de locomotives de Lougansk remet aux métallurgistes de notre délégation un drapeau rouge magnifiquement brodé. Lefort, carrossier de chez Manessius, est chargé par le chef de délégation de recevoir le drapeau et de prononcer le discours de remerciement, lequel se termine par une accolade des plus touchantes. (Qu'a pu devenir ce drapeau ? Sans doute est-il devenu, d'office, la propriété d'un syndicat unitaire ?) Le président prononce une allocution finale, suivie d'une réponse de Grenier, puis nous réintégrons notre wagon. Encore une journée gâchée ; comme de petits enfants bien sages, on nous a fait visiter ce que l'on a voulu et, toujours bien sagement, nous avons inscrit sur nos bloc-notes quantité de renseignements officiels ; allons, ça va, notre « enquête » prend tournure !

17 Novembre

Notre train a quitté Lougansk vers 4 heures du matin. Quand je m'éveille, il peut être 9 heures; nous revoilà à Miliérovo, gare importante et très fréquentée, sur la grande ligne, et où nous allons attendre qu'un train descendant vers le Sud nous prenne en remorque. Sur les quais, quantité de voyageurs attendent, eux aussi, munis de nombreux paquets et valises, tout comme s'ils déménageaient. Ils donnent l'impression d'être des paysans et sont fortement couverts malgré la température très supportable. Quelques-uns font des achats à une sorte de marché en plein air où je ne vois guère à vendre que des carottes et des pommes.

Le temps s'écoule lentement; nous nous morfondons dans le wagon, en admirant la grande patience des Russes tranquillement assis sur le quai: ils doivent avoir l'habitude, eux ! A aucun moment, nous ne pouvons savoir l'heure du départ; peut-être pourrions-nous en profiter pour faire un tour dans le pays. Vers midi, pourtant, nous nous risquons jusqu'au « torgsin » voisin, les uns pour y acheter du vin (pas bien fameux, ma foi !), les autres, et c'est mon cas, pour y acheter des cartes postales.

Si je ne trouve, comme cartes, que des vues de « réalisations » récentes mais dénuées de tout pittoresque, j'ai au moins l'agrément (?) d'être soigneusement suivi par un Javert local, passablement maladroit dans sa filature. Déjà, avant-hier, à Lougansk, deux soldats de l'armée rouge, baïonnette au canon, ont passé la nuit devant notre wagon. A ma question, on a répondu que c'était pour nous protéger ! (Que répondre à cela ?)

Dans l'après-midi, une délégation d'une usine de réparation de matériel de chemin de fer, (800 ouvriers), vient nous faire une visite. Elle est conduite par le directeur. Discours de rigueur de celui-ci (20 minutes seulement), et réponse d'un délégué français suivant le cérémonial d'usage. Nous sommes interrogés sur la situation de la classe ouvrière française du point de vue des salaires, du chômage, des assurances sociales, des heures de travail, etc. Nos visiteurs se retirent et, enfin, un train nous emmène; il est 18 heures; 9 heures d'attente ! Arrivée à Rostoff-sur-le-Don vers 1 h. 30; nous profitons de l'arrêt pour nous dégourdir un peu les jambes sur le quai. Le temps a fraîchi et nous voyons des traces de gelée blanche. Les salles d'attente sont très encombrées; quantité de gens dorment là, qui sur les bancs, qui sur le sol, entourés de multiples ballots. Qu'est-ce qui peut bien pousser tout ce monde à se déplacer ainsi avec un tel bagage ?

Paul DHERMY,
délégué des ouvriers des usines Hotchkiss de St-Denis.

(à suivre)

« N'oubliez pas que les syndicats allemands ont péri parce que, en réalité, ils s'en sont tenus à la seule défense corporative. Ils ont oublié que le syndicalisme doit s'affirmer le successeur du régime actuel. »

André FOURGEAUD.

(au Conseil National
de la Fédération des Fonctionnaires)

Parmi nos lettres

Toujours à propos du boycott des produits hitlériens

Nous avons déjà publié un certain nombre de lettres sur cette question. En voici deux autres. L'une, du camarade Delrieux, du Cantal :

Permettez-moi de m'élever avec toute la force de ma conviction contre le boycottage économique de l'Allemagne que vous proposez. Quelle erreur de tactique. Vous faites le jeu d'Hitler.

En 1918, les prolétaires soldats allemands se révoltèrent et renversèrent leur gouvernement. C'est aux yeux des Allemands la cause principale de leur défaite. Les prolétaires français firent cause commune avec leurs maîtres et écrasèrent l'Allemagne. Ils laissèrent ensuite passivement notre capitalisme ruiner et piétiner l'Allemagne, ce qui permit à Hitler de triompher. Celui-ci au pouvoir accuse les révolutionnaires allemands et les pacifistes de trahison. Il les accuse d'avoir trahi leur pays et de s'être mis à genoux devant les Français arrogants, unanimes — et c'est un peu vrai — à considérer l'Allemagne comme une nation de proie, responsable du plus grand crime de l'histoire, naturellement belliqueuse qui ne rêve toujours que plaies et bosses, qui ne respecte que la force et de qui il faut se méfier.

Toute notre presse dénonce aujourd'hui les crimes Allemands et fait le silence sur les crimes fascistes au monde entier. Elle veut nous démontrer que l'âme allemande est brutale et qu'il est prudent pour les voisins de l'Allemagne de rester armés. Tout cela est dit en Allemagne et cela fait le jeu d'Hitler car l'âme allemande est très sensible à la calomnie ou à la médisance. Cela s'explique puisque depuis des années et des années le peuple allemand est déshonoré par des calomnies grossières colportées dans le monde entier par une propagande savamment organisée. Hitler demandera aux prolétaires allemands pourquoi les travailleurs français boycottent les produits allemands et non les produits des autres états fascistes tels que l'Italie, la Pologne, la Roumanie, le Japon, etc. A cette question, il y répondra lui-même : « C'est parce que les Français sont toujours unanimes à haïr l'Allemagne ».

Croyez-moi, les marchands de canons sont très heureux de vous entendre. La Révolution Prolétarienne, *que j'aimais, attriste à présent mon cœur de pacifiste.*

Une seconde lettre, d'un autre camarade, sur le même sujet :

La solution révolutionnaire c'est combattre le fascisme dans son propre pays.

Combattre le fascisme d'en face ? Hem... Bien des camarades sont, en 1914, allés combattre l'impérialisme militaire d'en face! Ils n'en sont pas fiers aujourd'hui. Nous avons, nous français, un fascisme pire *qu'en Allemagne (Indo-Chine), un fascisme égal (Madagascar), et un fascisme presqu'égal (Algérie).*

Pas un grain de riz d'Indo-Chine! Pas un gramme de café de Madagascar ni un litre de vin d'Algérie! A la mer le caoutchouc de Cochinchine! Voilà un boycott qui serait sans équivoque...

Que le boycott soit étendu aux produits de tous les pays fascistes, et en particulier à ceux des colonies françaises où, comme le dit très bien notre correspondant, le régime est pire que le fascisme, cela serait évidemment très désirable, nous l'avons nous-mêmes indiqué au sujet du fascisme italien (voir *R. P.* du 10 mai 33), mais cela est-il possible ?

En fait, seul le boycott anti-hitlérien a été décidé par des organisations ouvrières internationales. Allons-nous refuser de nous y associer, sous le prétexte que du moment qu'on ne peut pas faire *tout,* il ne faut faire *rien.*

Est-ce qu'on refuse de faire grève contre un patron, parce qu'il n'y a pas grève dans d'autres maisons où l'on est tout autant exploité? L'action ne se passe point dans l'absolu, mais dans le relatif. Il ne s'agit point d'une justice théorique mais de possibilités pratiques.

Le pays contre lequel le boycott du fascisme peut être tenté avec le plus de chances de succès est celui d'Hitler, parce que c'est dans celui- là que l'ignominie fasciste s'est montrée avec le plus d'éclat, qu'elle a, à tort ou à raison, frappé le plus les imaginations.

D'autre part, s'il y a un pays où l'échec du fascisme serait pour le fascisme de tous les pays la plus cuisante défaite, c'est celui d'Hitler, parce qu'à l'heure actuelle, c'est lui l'aile marchante du fascisme, c'est lui, pour le moment, la forteresse la plus forte du fascisme. Concentrons donc nos forces sur lui.

Quant à ceux de nos camarades qui craignent que nous soyons ainsi les alliés de notre capitalisme, épinglons à leur intention les deux informations récentes suivantes, cueillies dans des dépêches d'agence .

6 janvier, déclaration de Kuhlmann, la plus grosse entreprise de produits chimiques française aux journaux financiers :

L'accord conclu avec l'I. G. Farben allemande pour les marchés extérieurs fonctionne d'une manière régulière.

7 janvier :

On mande de Londres : Les sidérurgistes anglais, allemands, français, belges et luxembourgeois viennent de conclure un accord provisoire qui réglemente l'exportation des aciers spéciaux destinés au blindage des navires, fixer les prix et les débouchés.

Notons également que le plus grand organe de la finance française, l'*Information,* qui jusqu'alors ne faisait pas directement de politique, a ouvert un bulletin politique quotidien pour y prôner chaque jour la nécessité d'une entente avec Hitler.

Ne confondons point en effet la politique *réelle* du capitalisme français, avec les coups de trompette des « trublions ».

Guerre de tranchées

Le camarade Lemoine nous écrit :

Comment expliquer l'absence de réaction de la classe ouvrière en présence des dangers qui la menacent, et devant l'aggravation du chômage (qui n'est pas une menace mais une réalité), sinon par l'extension du chômage lui-même? Quand le chômage dure depuis trois ans sans qu'on en voie la fin, le découragement finit par s'infiltrer dans les esprits.

Telle n'est cependant point ma conclusion. Car, si la classe ouvrière n'est pas bien florissante, il ne faut pas oublier que son adversaire, la bourgeoisie, n'est guère brillante non plus. Le voulût-elle, elle est dans l'impossibilité d'accorder aux ouvriers la moindre concession: ses réserves se tarissent rapidement; les manipulations monétaires de Roosevelt sont des piqûres d'huile camphrée à un cœur qui fout le camp.

Les tentatives d'autarchie et de repliement national, en exaspérant les nationalismes et en provoquant la course aux armements vont épuiser les dernières munitions, sous forme d'emprunts intérieurs, destinés à solder des déficits d'exploitation ou des dépenses improductives, non à financer une industrie privée normale. Les marchés extérieurs sont fermés, le marché intérieur en déconfiture, l'argent à court terme est cher, l'argent à long terme introuvable.

Il s'en suit que la guerre des classes prend un aspect tout différent de celui qu'on prévoyait. Ce n'est plus la guerre de mouvement, mais la guerre de tran-

chées, une guerre dont la solution victorieuse appartiendra au plus endurant, au plus opiniâtre. Il faut que les ouvriers luttent pied à pied pour la défense de leurs salaires, que les fonctionnaires luttent pied à pied pour la défense de leurs traitements, parce que c'est précisément ce que la bourgeoisie ne peut pas leur accorder. Le terrain de la lutte est étroit, nettement circonscrit : il n'y en a pas d'autres.

La situation était d'ailleurs analogue dans les mois de 1788 et de 1789 qui ont précédé la convocation des états généraux, et dans les semaines qui l'ont suivie. Elle était analogue en 1848, analogue en Russie en février 1917.

La concurrence japonaise et l'Empire britannique

Au sujet d'une phrase du fait de la quinzaine intitulée « la fausse vie bon marché », paru dans notre numéro du 10 janvier, un camarade écrit :

Je ne trouve pas admirable la décision des trade-unions anglaises de demander des mesures de protection contre les produits japonais. Cette décision est prise au moment où les capitalistes réclament eux aussi des mesures contre les produits japonais.

Mais les conditions de travail au Japon sont-elles différentes de ce qu'elles sont d'ailleurs en Asie: dans les concessions de Chine, aux Indes, en Malaisie britannique? Absolument pas. Or, je ne vois pas que les trade-unions aient demandé des mesures de défense contre les produits de l'Empire Britannique ou plus exactement contre les produits issus des régions coloniales indigènes de cet Empire, les régions où les conditions d'exploitation des travailleurs sont analogues aux conditions japonaises.

Pourquoi ne pas se l'avouer? Tout se passe en Angleterre comme si le prolétariat se sentait une obscure solidarité avec les impérialistes... Et les raisons matérielles n'en sont que trop évidentes. Sans l'Empire, la petite île d'Angleterre n'aurait jamais pu porter que quelques millions d'habitants. En créant l'Empire, en empêchant par la force d'immenses régions d'entrer dans la voie industrielle (au début l'action anglaise aux Indes a été une lutte directe contre les industries hindoues), en devenant l'atelier du monde, la petite île a pu cesser d'avoir la population d'une petite île. Aux XVIIIe et XIXe siècles, des millions d'anglais ont dû l'existence, *une existence misérable et lamentable c'est entendu, mais l'existence quand même,* le fait d'être en vie, *à l'impérialisme britannique. Et il est certain qu'aujourd'hui l'affaiblissement ou la disparition de l'impérialisme britannique crée pour ces millions d'anglais-là un problème terrible : celui de devoir disparaître.*

*La solution c'est de disparaître en tant qu'*anglais, *et non en tant qu'hommes vivants. Dans un siècle ou plutôt deux, la chose sera évidente : la population industrielle aura diminué en Angleterre et augmenté aux Indes... seulement les hommes aujourd'hui vivants ne peuvent pas attendre un siècle ou deux, et cela explique bien des tiraillements.*

Nous n'avions cité la décision des trade-unions britanniques que pour montrer à propos d'un exemple concret la profonde différence qui existe entre « se protéger » contre les produits d'un pays qui produit bon marché parce que les conditions naturelles y sont favorables, — et se protéger contre ceux d'un pays qui produit bon marché parce que les conditions d'existence des travailleurs y sont misérables. Mais il est bien évident que dans ce dernier cas les décisions prises doivent avoir un caractère général, et c'est pourquoi il faut qu'elles soient prises par des organisations syndicales *internationales*. — R. L.

Les héros obscurs

Au sujet de la mort de Pasquier dans la dernière catastrophe aéronautique, et de tout le chiqué fait à cet égard, John Achard nous écrit :

Autrefois, avant la reprise du travail dans les mines, un compagnon mineur allait seul, à ses risques et périls, se rendre compte des émanations de grisou; c'était le « pénitent » *dans le langage imagé et précis des ouvriers mineurs. Il semble pour le moins étrange que personne n'ait relevé le courage du pénitent, alors que nous avons fabriqué des héros en série au moyen d'un code militaire sauvage qui leur poste des mitrailleuses et des gendarmes au derrière.*

Combien plus grand et authentique le courage du pénitent se dévouant simplement et sans ostentation à la sûreté des camarades. Mais les clichés panégyriques pour un tel sujet ne se trouvent pas dans l'encrier de nos gens de plume, et il est certes plus facile de muer un Pasquier quelconque en héros national qu'un obscur mineur.

Herriot, l'U. R. S. S. et la claque communiste

Notre camarade Van Zürk nous écrit :

Le 6 janvier, Herriot a fait à Nice une conférence sur « la Russie d'aujourd'hui ».

La salle qui était pleine à craquer écouta religieusement ce brave radical exalter les vertus soviétiques en matière de réalisations industrielles. Chaque fois qu'il était question de quelque performance monstre, la claque communiste donnait ostensiblement le signal des applaudissements, et quand il fut question de la création, en un temps record, du canal reliant la Baltique à la mer Blanche, ce fut du délire ! Mais la claque fut un peu moins bruyante lorsque Herriot signala que la main-d'œuvre qui y avait été employée était entièrement composée de prisonniers. Et le silence devint glacial lorsque Herriot démontra, chiffres en mains, l'abandon de tout régime égalitaire en matière de rémunération du travail.

Herriot caution de Staline

Du même camarade :

Peu après, Cachin donnait à son tour une réunion à Nice. Dans son discours, cette perle :

« Un jour, j'ai entendu Herriot qui chuchotait à l'oreille d'un député: Voyez-vous, en ce moment, il n'y a qu'un seul homme d'Etat, c'est Staline ! »

Et la salle d'applaudir avec frénésie !

Il y longtemps en effet que pour nos communistes dégénérés une seule chose compte, c'est l'approbation des bourgeois... Et celle-ci ne leur manque pas.

Nous avons fait tirer en tracts le manifeste :

Au Syndicat, le Pouvoir !

Demandez-nous en des exemplaires ; ils vous seront envoyés gratuitement.

La mort d'un ouvrier en U. R. S. S.

Alexandre Ivanovitch Roussakov, qui vient de mourir à Leningrad d'une crise cardiaque, n'est pas un inconnu en France grâce à Panaït Istrati qui, dans le premier volume de *Vers l'Autre Flamme*, a consacré tout un chapitre à « l'Affaire Roussakov ».

Il est donc à peine nécessaire de rappeler que Alexandre Roussakov, beau-père de Victor Serge, était un vieil ouvrier teinturier, révolutionnaire, de race juive, qui s'appelait Jossélévitch et qui prit part à la Révolution de 1905 en luttant à Rostov contre les attaques des bandes qui organisaient les pogroms sous la direction des autorités; sa demeure fut saccagée et il dut s'enfuir avec tous les siens pour échapper à la mort, changer de nom, errer de par le monde quinze ans durant, suspect à tous les gouvernements par son esprit révolutionnaire. A Marseille, pendant la guerre, il rafistolait les vêtements des marins non sans continuer sa petite propagande personnelle, si bien que le gouvernement français envoya cet indésirable avec sa famille dans ce camp de concentration dont Victor Serge a si bien décrit la vie dans « Naissance de notre force ». Echangés contre les officiers français retenus comme otages par les bolcheviks, ils purent enfin, lui et les siens, rentrer en Russie. Aussitôt il se mit à l'œuvre, de toute sa vaillance, pour contribuer au travail d'agencement de la vie économique; bon organisateur, donnant lui-même l'exemple de l'activité, encourageant les autres par son ardeur et sa gaîté, il monta une blanchisserie qui marcha admirablement tant qu'il put la diriger.

Plus tard, en 1929, quand le vieux militant fut englobé dans la disgrâce de son beau-fils non-orthodoxe, Victor Serge, et que de jeunes « communistes » se crurent tout permis contre lui, même de tenter de le priver de gîte, il s'entendit reprocher officiellement au tribunal par les organes de la justice soviétique, d'avoir mis lui-même la main à la pâte : un ouvrier était venu témoigner que Roussakov, directeur d'une blanchisserie, travaillait de ses mains avec ses ouvriers. « Son devoir, dit le juge, était de surveiller le travail et non de travailler avec vous ». L'ouvrier ayant dit que Roussakov était aimé des blanchisseurs, parce qu'il s'efforçait de leur assurer un bon salaire et qu'une grève s'était produite quand on avait déplacé Roussakov pour lui substituer un fonctionnaire (1925), le juge et le procureur firent observer tour à tour que c'était le fait d'ouvriers arriérés et « criminels » que de faire grève dans un cas pareil et que Roussakov lui-même était coupable s'il cherchait à élever les salaires par les propres moyens de son entreprise. — On voit ici nettement le point de vue du fonctionnaire s'opposer avec toute l'autorité du pouvoir au principe de la camaraderie socialiste, on touche du doigt la constitution d'un pouvoir bureaucratique écrasant toute manifestation de l'esprit communiste, toute expression spontanée de sentiment social. Il n'est pas de preuve plus frappante de l'étouffement de l'esprit révolutionnaire en Russie.

Roussakov provoqué, insulté, attaqué chez lui avec sa fille Liouba, fut traîné devant le tribunal populaire et d'abord acquitté haut la main; mais sur un ordre venu d'en haut, le procès fut recommencé, les débats dirigés contre eux, on refusa d'entendre les témoignages en leur faveur, on fit tout pour masquer la vérité. Du reste, sans même attendre le premier procès et sur la seule foi d'ignobles mensonges publiés par un journal de Leningrad, le Syndicat qui aurait dû défendre l'ouvrier Roussakov, l'avait exclu et il avait été chassé de l'usine, c'est-à-dire privé de pain.

Qu'on me permette ici de raconter un souvenir personnel. J'ai connu le vieux Roussakov à Pétrograd en 1921. En l'absence de Victor Serge retenu par ses occupations au parti communiste (c'était encore du vivant de Lénine), il s'était chargé de nous conduire à l'ancien palais de Pavlovsk, bâti à la fin du XVIIIe siècle pour le tsar Paul Ier et transformé en Musée par la Révolution. Nous nous trouvâmes là, en compagnie de conservateurs de musées, gens de l'ancien régime qui s'adaptaient au nouveau, tout en n'ayant aucune affection pour lui, à condition qu'on les laissât s'occuper tranquillement dans leur coin, du classement des collections. Ils étaient naturellement enchantés de voir des Français qui s'intéressaient aux objets d'art, mais ils regardaient de travers comme un intrus le brave Roussakov. Celui-ci admirait cependant les somptueuses salles, s'inspirant de Versailles ou des Trianons, passait consciencieusement en revue les collections de porcelaines, écoutait sans sourciller les sombres histoires de la cour de Paul Ier (qui mourut étranglé par des conspirateurs appartenant à son proche entourage). Mais quand nous arrivâmes dans le parc, peuplé d'une foule de monuments commémoratifs et qu'on lui montra le « temple de l'amitié », il ne parvint plus à se contenir : « Comment, s'écria-t-il, ces gens qui ne faisaient qu'intriguer les uns contre les autres, qui s'enviaient, se trompaient, assassinaient, osaient élever des temples à l'Amitié ! On ferait mieux de détruire ces monuments de mensonge. Que n'élève-t-on à leur place un monument à notre Kropotkine ! » Il y eut un froid et l'un des messieurs distingués fit délicatement observer qu'il était dommage que Victor Serge ne nous eût pas accompagnés lui-même.

⁂

Le vif sentiment de justice, la spontanéité, le franc-parler de ce prolo libertaire devait déplaire tout autant aux fonctionnaires du parti bolchevik qu'aux gens de l'ancien régime et il devait paraître tout aussi déplacé dans ce monde-là que dans celui-ci. On le lui fit bien voir : il n'y a pas de place sous la soi-disant « dictature du prolétariat » pour le prolétaire qui méprise l'esprit du fonctionnaire au point d'estimer que pour diriger il ne faut pas se contenter d'arriver avec une serviette sous son bras et de donner des ordres, mais qu'il faut participer soi-même au travail et être le compagnon des autres ouvriers. Le vieux Roussakov fut privé de travail, c'est-à-dire de pain ; il vit l'une de ses filles en prison, une autre prise de folie à force de douleur et de tourments, son gendre en prison, puis en exil; il fut en butte à toutes les avanies et s'il n'y avait eu à l'étranger des protestations énergiques de gens dont le gouvernement de Staline a besoin, il aurait été chassé de Leningrad et réduit à crever sur les grandes routes. Malgré sa vigueur native, le vieil ouvrier, miné par la fatigue, les privations, les tourments, les persécutions, s'est effondré, atteint au cœur.

Jacques MESNIL.

Diffusez notre manifeste dans vos réunions syndicales ; dans les meetings ; dans la rue.

De l'organisation. De l'action. Des résultats.

L'histoire du Cartel du Bâtiment de Lyon

Le Cartel du Bâtiment est une organisation syndicale qui s'est toujours refusée à faire tapage autour des services rendus à la cause des travailleurs dont il est l'expression. Malgré tout, les **échos de son action** ont retenti à travers la France. Ce n'est pas qu'on se soit employé à obtenir ce résultat. Non. Mais une action aussi tenace, aussi violente contre le patronat ne pouvait point ne pas avoir d'écho à travers le pays.

En effet, en dépit des haines des Centrales dont le travail a consisté à nuire aux efforts de réalisation et surtout à empêcher que soit connu le travail d'organisation du Cartel du Bâtiment autonome de Lyon, celles-ci ont dû convenir, à leur corps défendant, qu'en fait de bataille de classe, sur le terrain syndical, celle-là ne pouvait être niée.

Les syndicats autonomes du bâtiment ont réduit au silence le patronat du bâtiment. Ils ont, depuis 1920, fait mordre la poussière aux chambres syndicales patronales dans six grèves et trois lock-out sans compter les mises à l'index et les innombrables conflits pour la défense des délégués de chantiers. Ils groupent de ce fait la presque totalité des corporants du bâtiment lyonnais.

De 1926, époque à laquelle presque tous les syndicats du bâtiment se retrouvèrent dans l'autonomie, date la constitution du Cartel du Bâtiment auquel adhèrent tous les syndicats autonomes du bâtiment de Lyon.

Ce qui est remarquable, c'est que c'est en guerroyant continuellement que le Cartel et les syndicats ont pris de la force et acquis des moyens de lutte.

Le Cartel n'a pas fait que de se battre, il s'est en même temps solidement organisé. Il faisait au lendemain de la grève générale de 1926, l'achat d'une imprimerie et créait deux ans plus tard un journal qui est maintenant hebdomadaire. En 1929, il constituait une société d'entreprise sous le contrôle syndical pour se substituer aux patrons défaillants pendant les grèves et les lock-out.

L'événement le plus grave que devait vivre le Cartel, c'est le grand lock-out de 1930, soutenu par l'Union des chambres syndicales patronales solidaires les unes des autres. Les chantiers furent fermés du 24 avril au 9 août.

Les Chambres patronales réunies avaient en effet arrêté un plan de résistance qui devait, disaient-elles, leur permettre de mettre un terme aux exigences des ouvriers du bâtiment de Lyon. Et de ce fait, elles étaient bien décidées à cela. Mais le Cartel ne fléchit pas, il soutint la lutte vaillamment. Sa principale arme contre l'Union des chambres fut l'exode. Un comité général de grève, composé de tous les bureaux de syndicats dirigea les opérations. Le Comité écrivit à toutes les Bourses du Travail de France à l'effet de diriger les lock-outés sur un lieu d'embauche sûr. C'est ainsi que Paris, Dijon, Saint-Etienne, Bordeaux, Roanne, Nice, Valence, les Basses-Alpes, etc., accueillirent de nombreux camarades. La circulaire précisait aux secrétaires des Bourses qu'au cas où des camarades lock-outés se trouveraient sans argent et sans travail, elles pourraient leur faire l'avance du voyage pour rentrer à Lyon, le Cartel se portant garant du remboursement des sommes avancées.

Les voyages payés aux lock-outés, chemin de fer et argent de poche pour le voyage, devaient coûter au Cartel la somme de 35.000 francs. Mais aussi aucun camarade ne fut laissé à l'abandon.

L'Union des Chambres syndicales patronales avait pris ses dispositions pour tenir le lock-out 4 mois, mais trois mois devaient suffire pour réduire le Cartel en bouillie ; 300.000 francs étaient d'après elle, la somme maximum dont pouvait disposer le Cartel. Il lui fallut déchanter bien vite. Le Cartel fit face haut la main pécuniairement. Quand les comptes furent arrêtés on constata que le compte-rendu accusait une dépense de près de 600.000 francs et les caisses des syndicats réunis pouvaient encore mettre à la disposition du Comité de grève plus de 200.000 francs.

La surprise fut grande dans le camp patronal quand on se rendit compte que non seulement le Cartel ne cédait pas au bout de 127 jours de lutte, mais qu'il était aussi dur et aussi arrogant que le premier jour et surtout qu'il continuait à verser les mêmes secours que les premiers jours, et qu'au contraire il était prêt à les augmenter.

L'Union des chambres comprit alors qu'il était préférable de mettre fin à cet état de choses, disait-elle. Ce fut sa manière de s'avouer vaincue.

Le patronat du bâtiment lyonnais n'est pas encore revenu de cet échec, qui fut plus qu'un échec pour lui, mais un désastre. Il est des entreprises qui ne parlèrent de céder que le jour qu'elles eurent mis à mal leur trésorerie.

Mieux que cela, la crise aidant, il en est qui se sont trouvées aux prises avec des difficultés d'argent telles qu'elles eurent beaucoup de peine pour faire face à leurs échéances.

Le lock-out de 1930 avait tellement mis à mal les entreprises qu'elles n'ont plus osé bouger. Il y eut bien une petite escarmouche en 1932 quand les contrats vinrent à expiration. Mais le Cartel n'eut pour ainsi dire qu'à lever le doigt pour que tout rentre dans l'ordre.

Les salaires des ouvriers du bâtiment de Lyon sont ainsi restés ce qu'ils étaient au lendemain du lock-out de 1930. Le Cartel a gagné gros en triomphant du patronat du bâtiment et de l'Union des chambres syndicales patronales lyonnaises dans le lock-out de 1930, comme avait gagné gros le syndicat des maçons dans l'index de la Maison Meyer, en 1924, index qui lui valut un lock-out mais aussi une victoire complète sur la chambre syndicale patronale, point de départ de la puissance des organisations ouvrières du bâtiment de Lyon.

Comment et pourquoi le Cartel autonome du Bâtiment de Lyon est-il arrivé à ces résultats ? C'est ce que nous allons essayer de montrer en retraçant avec quelques détails son histoire.

Origine du Cartel

Lors de la scission, en 1921, les syndicats du bâtiment de Lyon, comme la plupart des syndicats du bâtiment, passèrent en bloc à la C. G. T. U. Nombre d'entre eux avaient de tout temps fait preuve d'une belle combativité et ils pensaient, en adhérant

à cette nouvelle centrale, entrer dans une organisation vraiment unitaire, active et hardie dont les aspirations seraient conformes à leurs traditions de luttes.

Bientôt, dans le cadre national, les dirigeants de la fédération du bâtiment se trouvèrent aux prises avec la direction confédérale : ce sont eux qui firent convoquer le congrès extraordinaire de Bourges, d'ailleurs suivi d'aucun apaisement ; ce conflit amenait la Fédération, en 1924, à quitter la C.G.T.U.

Tout d'abord la plupart des syndicats lyonnais restèrent au sein de cette fédération; cependant les maçons et aides, soucieux avant tout de conserver leur cohésion, passèrent tout de suite à l'autonomie; ils ne tardèrent pas à être suivis par de nombreuses autres organisations.

Avant 1927 : la période de front unique

A cette époque, et depuis avant la guerre, existait à Lyon un groupement local des divers syndicats du bâtiment : c'était la *Ligue d'action*. Après ces événements, elle ne comprenait plus, à part les maçons, que les syndicats affiliés à la Fédération. Elle devait bientôt se trouver elle-même déchirée par des luttes de tendances: en 1925, des organisations en furent exclues, en particulier celle des cimentiers-tyroliens, pour s'être retirée de la Fédération.

En 1926, survint un conflit qui mettait aux prises les maçons et la chambre patronale; celle-ci ne voulait pas appliquer aux aides et manœuvres la même augmentation qu'aux ouvriers qualifiés.

Le syndicat exigeait qu'elle soit égale pour tous. Pour le triomphe de cette thèse, confédérés, unitaires, fédérés, et autonomes s'unirent et constituèrent un *Comité d'action des syndicats ouvriers du bâtiment* qui fit aboutir cette revendication ; les contrats furent renouvelés avec une augmentation de 0 fr. 50 par heure pour toutes les corporations qui avaient participé au mouvement.

Malheureusement, comme pour la *Ligue d'action*, la lutte des tendances fit rapidement son apparition dans ce comité qui ne dura pas même un an. Tout d'abord les confédérés s'en retirèrent, mécontents de n'avoir pas fait partie des délégations qui signèrent les nouveaux contrats. D'autre part, quelques syndicats qui adhéraient à la Fédération se groupèrent en un syndicat unique du bâtiment (le S. U. B.) de tendance anarchiste qui réussit tout d'abord à diriger la *Ligue d'action*, ce qui ne manqua pas de mécontenter de nombreux militants. Par la suite il ne devait pas tarder à vouloir imposer sa loi au *Comité d'action*.

La lutte était alors vive contre les règlements d'administration publique relatifs à l'application de la journée de 8 heures : des heures de récupération étaient prévues avec une largesse qui trahissait maladroitement la volonté de sabotage de la loi. Les ouvriers du bâtiment, à Lyon, s'opposaient non sans succès à l'application de ces dérogations, grâce à une action quotidienne et à une surveillance vigilante des chantiers.

Quant à la Fédération, en mal d'agitation, elle lançait contre ces dérogations ordres de grève sur ordres de grève ; mais ces mouvements étaient décidés avec une désinvolture, une telle insouciance de la préparation indispensable à leur réussite que les militants commencèrent à suspecter les intentions de certains des organisateurs.

Le 1er mars 1927, une grève de 24 heures fut déclenchée par la Fédération; pour des raisons de tactique et d'opportunité, le syndicat des maçons se prononça contre la grève. Cet incident eut comme conséquence immédiate la dissolution de la *Ligue d'action* et du *Comité*.

La lutte des tendances avait donc poussé à l'extrême la division des forces ouvrières qui se trouvaient à ce moment dispersées dans quatre ou cinq organisations, et cependant la nécessité se faisait sentir, plus impérieuse que jamais, d'opposer à la Chambre patronale un bloc uni de tous les travailleurs du bâtiment, à quelque spécialité qu'ils appartiennent. A ce moment même, un conflit qui éclatait à la Manufacture des tabacs, venait leur rappeler cette obligation. Le directeur de cet établissement avait émis la prétention de ne pas respecter le tarif syndical des menuisiers et décidé le lock-out : 300 ouvriers furent atteints. Mais une fois de plus l'unité d'action des syndicats du bâtiment devait les conduire à la victoire : le lock-out dura peu et les tarifs furent respectés, c'était au début d'avril 1927.

S'inspirant des leçons de ce conflit, le 8 du même mois, des représentants des syndicats autonomes, unitaires et du S. U. B. se réunirent. Convaincus qu'aucune action efficace et sérieuse n'est possible sans une entente entre tous les travailleurs de la même industrie, ils tombèrent d'accord sur la nécessité de créer un nouvel organisme qui remplacerait la *Ligue d'action* et le *Comité*. Ce nouveau groupement, qui devrait respecter l'indépendance des syndicats, permettrait de réaliser en toutes circonstances la conjugaison des forces ouvrières en dehors de toutes questions de tendances. Un projet de statuts fut adressé à tous les syndicats intéressés et une réunion fut convoquée pour le 29 avril.

1er Mai 1927 : fondation du Cartel

Le 1er mai, le Cartel était créé. Il comprit tout d'abord les organisations suivantes :

Les syndicats *autonomes* des *maçons, cimentiers tyroliens, plombiers-zingueurs, carreleurs-faïenciers, tailleurs de pierres, mouleurs ornemanistes, monteurs en chauffage*, et 4 syndicats *unitaires : les monteurs-électriciens*, les *charpentiers*, les *briqueteurs-fumistes* et les *menuisiers*. Le S. U. B. resta à l'écart.

En 1928, le syndicat autonome du bâtiment de *Trévoux* demanda son adhésion au Cartel. Ce syndicat était resté jusqu'en 1925 à la C.G.T.; à cette date il passait à la fédération autonome qu'il quitta en 1927 lors de la fondation de la C.G.T.S.R. Ce syndicat groupe la presque totalité des ouvriers de la localité. Cette adhésion permit au Cartel de bien préciser qu'il est un organisme de liaison et non d'absorption de syndicats. D'autres organisations que nous mentionnerons adhérèrent par la suite au Cartel : la mauvaise politique des centrales devait les amener bien près de leur perte : ils ne l'évitèrent qu'en passant dans l'autonomie.

Le cartel est administré par un comité, composé de 2 délégués de toutes les organisations adhérentes ; ce comité se réunit au moins une fois par mois et nomme un bureau qui se réunit chaque fois qu'il est nécessaire. Un congrès a lieu toutes les années. Chaque syndicat verse d'abord un droit d'adhésion puis une cotisation mensuelle proportionnelle au nombre de ses membres. Les décisions pour être valables doivent être prises à la majorité des deux tiers des syndicats adhérents.

Mais la condition *sine qua non* pour faire partie de cet organisme était précisée en même temps que son but à atteindre, à l'article 3 des statuts et il n'est pas inutile d'y insister :

Les syndicats, par la voix de leurs délégués, *s'engagent à ne jamais soulever des questions de tendances* et à réaliser en toute circonstance l'unité d'action contre le patronat.

Fermement convaincu que seul un syndicalisme pratique est capable de vivre, le Cartel se mit aussitôt à l'œuvre en se plaçant sur le terrain solide des revendications immédiates. Le syndicat était aux yeux de ces militants la base de toute l'action de la classe ouvrière; la tâche la plus urgente était donc d'entreprendre sans plus tarder le renforcement des syndicats. C'est par un travail méthodique, par une propagande à la base dans les chantiers que cette œuvre fut menée à bien :

les succès vinrent, rapides, couronner ces efforts ; avec eux vint aussi la haine non seulement du patronat mais aussi hélas ! des autres organisations ouvrières.

La lutte du Cartel pour son existence

La C.G.T.S.R. et le S.U.B. contre le Cartel

Nous avons déjà fait allusion à la rupture entre la C.G.T.U. et les éléments dits de « défense syndicaliste » groupés surtout dans la fédération du bâtiment. Cette rupture donna d'abord naissance à l'*union fédérative des syndicats autonomes* qui tenta un regroupement des forces syndicales ; mais soit parce que certains de ses animateurs n'inspirèrent aucune confiance, soit parce qu'elle se montra absolument incapable de tout travail d'organisation, et probablement pour ces deux raisons, aucune des organisations susceptibles d'y adhérer ne répondit à ses appels. L'échec fut complet : désormais sans possibilité d'action, cette union n'eut d'autre ressource que de se dissoudre.

René LAVIEILLE

L'un des militants du syndicat des maçons.

Décédé en 1931 au cours de son mandat de *secrétaire général du Cartel*

C'est alors qu'en novembre 1927, six mois environ après la constitution du Cartel lyonnais, fut décidée la création de la C. G. T. S. R. Ses promoteurs étaient encore des éléments anarchistes ou anarchisants, membres des S.U.B. de Paris ou de Lyon pour la plupart. Lyon, centre d'autonomie, leur sembla un terrain favorable à leur développement, d'autant plus favorable que les communistes n'y avaient pas encore pénétré dans les syndicats tandis qu'à Paris, ils avaient résisté victorieusement aux attaques du S.U.B.

Tout d'abord la C.G.T.S.R. recueillit l'adhésion de 10 syndicats du bâtiment lyonnais parmi lesquels celui des terrassiers était le plus important. Tous les espoirs lui semblaient permis : ses dirigeants pensaient qu'elle correspondait vraiment à une nécessité, qu'elle répondait aux aspirations profondes des masses ouvrières. Ils escomptaient fermement l'entrée massive de tous les syndicats autonomes.

Mais oh ! surprise, ces derniers se montrèrent réfractaires : pourquoi auraient-ils adhéré à cette nouvelle centrale puisqu'elle présentait les mêmes vices fondamentaux que la C.G.T. et la C.G.T.U. ? N'était-elle pas encombrée de personnalités plus ou moins qualifiées, compromettantes et compromises ? N'était-elle pas paralysée à l'avance par le même centralisme ? Elle répondait avant tout à une certaine idéologie philosophique et politique qui avait tous les caractères d'un syndicalisme de secte.

D'ailleurs il n'y a qu'à recueillir l'opinion de certains militants anarchistes eux-mêmes pour se rendre compte que cette tentative était vouée à l'impuissance. « Organisation mort née » dit Lecoin, « et sans intérêt pour nous » ajoute le Meillour au congrès de l'Union Anarchiste.

D'autre part, un événement caractéristique aurait dû ouvrir les yeux des militants anarchistes : dès que fut connue la décision de la constitution de cette 3ème C.G.T., de nombreux syndicats restés jusque là fidèles à la Fédération du Bâtiment passèrent à l'autonomie.

Déçus dans leurs espoirs, irrités par les résistances, ces nouveaux stratèges n'hésitèrent pas à tenter de scissionner les organisations autonomes et en particulier le syndicat lyonnais des maçons et aides, la plus importante numériquement.

L'assaut dura quelque six mois et fut particulièrement violent. Les chantiers furent innondés de tracts, quelques-uns édités en plusieurs langues ; des journaux furent distribués à profusion ; les réunions et meetings furent multipliés ; des affiches injurieuses placardées ; on ne recula pas devant les calomnies les plus perfides pour disqualifier les milittants du Cartel. Toujours l'échec suivit ces efforts rageurs.

Là, hélas ne devait pas se borner la lutte : de nombreuses bagarres et de lâches agressions vinrent lui donner un cours plus tragique. C'est ainsi que le secrétaire du cartel fut assailli et frappé à coups de crosse de révolver et de coups de poings américains, le 8 février 1928 ; le 9 mars, à la sortie d'une réunion une trentaine de coups de révolver furent tirés. Les matraques et autres armes abandonnées sur place témoignaient de la minutieuse préparation de ces mauvais coups.

Mais où tout cela devait-il conduire ? Tout d'abord à la ruine de la C.G.T.S.R. qui n'est plus guère aujourd'hui qu'un souvenir ; ensuite à un renforcement du Cartel.

Quant au S.U.B., l'organisation lyonnaise rivale du Cartel, il se discrédita rapidement. La malhonnêteté de certains de ses dirigeants y contribua beaucoup. Les syndicats qui y adhéraient devaient mettre les fonds en commun : il n'y avait qu'une unique caisse. Remarquable organisation qui rendit le pillage particulièrement facile. Il est de plus assez piquant de constater que le S.U.B., enragé « anti-fromagiste », se permettait cependant le luxe de payer ses permanents 300 ou 400 francs de plus par mois que les autres organisations. D'autre part les moyens de se procurer de l'argent ne furent pas du goût des ouvriers : on se réclama du Cartel pour la perception des cotisations, on abusa de camarades peu au courant en coliant sur leur carte du Cartel des timbres du S.U.B.

Impuissant, incapable de toute action, par haine du Cartel, le S.C.B. perdit toute mesure. Il poussa le machiavélisme jusqu'à jeter la suspicion sur les militants autonomes en les accusant de complicité avec les patrons.

Tout échoua et beaucoup de militants sincères, écœurés se retirèrent de cette organisation, abandonnant tout travail syndical ; d'autres, plus confiants dans les destinées du syndicalisme se remirent ailleurs à la tâche.

Les charpentiers en fer, adhérant au S.U.B. virent leurs effectifs tomber de 60 %. Le syndicat des terrassiers, en pleine déroute, se scinda : une partie passa à l'autonomie et adhéra au Cartel, il compte aujourd'hui près de 700 membres. Les asphalteurs bétonniers adhérèrent au Cartel le 22 février 1930, bientôt suivis par les vitriers le 14 octobre de la même année.

Mais laissons cette organisation décadente. Nous n'aurons guère l'occasion d'en reparler qu'à propos d'une ou deux attaques menées en alliance étroite avec la C.G.T. et la C.G.T.U. : quelques vains soubresauts d'agonie et c'est tout.

La C.G.T.U. et le Cartel

Nous avons vu précédemment que le Cartel comprit tout d'abord des autonomes et des unitaires. Effectivement une collaboration loyale entre eux fut possible pendant plus d'une année.

Ainsi, pour ne parler que des principaux événements, une action commune fut menée en août 1927 en faveur de Sacco et de Vanzetti ; à la fin de cette même année, les sections du syndicat régional du bâtiment unitaire envisageaient avec beaucoup d'espoir les effets de cette collaboration ; aux élections complémentaires prud'homales, elles soutinrent le candidat Monpeyroux, des cimentiers autonomes ; dans une note adressée à leurs adhérents, elles les engageaient vivement à aider sans réserves dans leur besogne les délégués à la propagande, porteurs d'une carte du Cartel. Le 1er mai 1928 cortèges et meetings furent organisés en plein accord.

Mais la rupture ne devait pas tarder à se produire et c'est dans la politique catastrophique de la C.G.T.U. qu'il faut en rechercher les raisons.

La pénétration communiste dans les syndicats se développait de plus en plus, la C.G.T.U. était chaque jour plus inféodée au parti communiste, les préoccupations politiques passaient bien avant tout travail syndical ; enfin la médiocrité s'installait en maîtresse un peu partout dans les organisations unitaires. Vinrent les élections de 1928. Plusieurs militants appointés furent candidats ; un grand nombre participèrent à la propagande électorale.

Cette même année 1928 vit deux grèves importantes: celle des tailleurs de pierres et celle des monteurs électriciens récemment passés à l'autonomie. Elles coûtèrent près de 80.000 francs au Cartel ; le syndicat des maçons versa 39.000 francs pour sa part. Quant à la C.G.T.U. elle se borna à envoyer le « salut fraternel » traditionnel. On ne peut évidemment pas tout faire : quand on s'occupe d'élections, quand on en couvre les frais, on néglige les batailles ouvrières et on ne secourt pas les grévistes.

Les conséquences s'en firent rapidement sentir et elles se révélèrent désastreuses.

Tout d'abord la chute des effectifs : l'Union Régionale Unitaire de la région lyonnaise, une des plus industrielles de France, qui couvre cinq départements, ne comptait, fin 1928, guère plus d'adhérents que les syndicats autonomes du bâtiment de Lyon, à eux seuls. Les monteurs électriciens de 50 cotisants tombèrent à 29 ; les menuisiers passèrent de près de 500 en 1927 à une centaine en 1928.

D'autre part, le secrétaire de la région lyonnaise Revol, ayant pris parti contre les candidatures des membres appointés des syndicats aux élections législatives, fut débarqué et remplacé par l'orthodoxe Cellier qui inaugura la guerre ouverte contre le Cartel.

Le 2 décembre 1928, les responsables des syndicats unitaires du bâtiment n'assistèrent pas au Congrès annuel du Cartel : ils se contentèrent de formuler par lettre des considérations sur son action. Cette absence apparut aux délégués comme un retrait non équivoque.

Les grands manitous parisiens et leurs lieutenants de la région ne pouvaient plus supporter à côté des ruines qu'ils accumulaient des organisations indépendantes et prospères. La conquête des syndicats autonomes s'imposait donc: on accusa le Cartel de sacrifier les revendications à la gloriole de conserver des caisses bien garnies. Mais les ouvriers n'étaient pas sans ignorer les bilans des grèves et de la solidarité : quel crédit pouvait donc bien trouver alors chez eux une telle insinuation ?

Les Cellier et Cie ne désespéraient cependant pas. L'autonomie rencontrait toujours auprès des masses la même confiante sympathie ; il fallait la ruiner à tout prix et les élucubrations les plus fantaisistes virent le jour : ses militants furent traités de réformistes et on les suspecta d'ambition démesurée en leur prêtant l'intention de vouloir créer une fédération nationale autonome du bâtiment ; puis sans se soucier de l'incohérence, au moment même où leur lutte était la plus âpre contre la C.G.T.S.R. et le S.U.B., on dénonça... leur collusion avec les anarcho-syndicalistes. Plus tard vinrent les épithètes bien connues de traîtres, vendus, etc.

En août 1928, plusieurs corporations du bâtiment demandèrent une augmentations de salaires. Avant de l'accepter, les patrons firent peser pendant plusieurs jours la menace du lock-out : mais ils sentirent les organisations autonomes prêtes à l'action et décidées à ne pas céder. Le lock-out n'eut pas lieu.

Et l'état-major de la 6e région unitaire de prétendre que cette victoire n'était due qu'à l'action nationale menée par la fédération unitaire : cela fit sourire d'autant plus qu'il devenait alors assez difficile d'expliquer l'échec du mouvement des terrassiers unitaires de la Seine.

Après tout ce débordement de mensonges et de calomnies, les chefs unitaires se décidèrent à tenter une manœuvre scissioniste: à l'intérieur du syndicat des maçons et aides ils firent fonctionner un comité pour l'adhésion à la C.G.T.U. : cela leur permit d'ajouter un nouvel échec aux nombreux autres qu'ils avaient déjà essuyés.

Au début 1930, les démolisseurs spécialistes vinrent à la rescousse : une équipe de communistes unitaires débarqua à Lyon et organisa des réunions de chantier et des meetings. Les résultats furent piteux : par exemple, au chantier de l'hôpital de Grange Blanche sur 600 camarades, 30 à peine répondirent à son appel ; au chantier du Bourbonnais, à Vaise, elle fit tout simplement expulser ; le meeting de la Bourse du Travail fut un fiasco. Aussi ces apôtres reprirent-ils vite le chemin de Paris après avoir créé à la hâte un syndicat fantôme des maçons et aides. L'argent des cotisants de la C.G.T.U. aurait vraiment pu être employé à des déplacements plus utiles...

Si la C.G.T.U. n'avait eu en vue que l'intérêt du prolétariat, au lieu de chercher à conquérir ou, à défaut, à détruire des syndicats solides, elle aurait essayé d'en construire: le travail de réorganisation ne manque pas dans certaines corporations, les métallurgistes de Lyon, par exemple, où tout groupement est à peu près inexistant. Si cependant ces messieurs de la C.G.T.U., aussi bien d'ailleurs que ceux de la C.G.T. et de la C.G.T.S.R. tenaient absolument à s'intéresser aux ouvriers du bâtiment, le champ était libre dans d'autres grandes villes où l'organisation n'est pas brillante et où les conditions de travail sont moins favorables qu'à Lyon.

Mais voilà, ces militants aiment mieux le travail fait que celui qui est à faire ; quant à l'intérêt du prolétariat, au cours de leurs manœuvres savantes, il leur paraît une préoccupation assez inopportune.

Les principes du Cartel

Quelles furent, au cours de ces luttes, les préoccupations du Cartel ? A quelles idées essentielles, à quelles vérités expérimentales entendait-il demeurer fidèle ? C'est ce que nous allons rapidement exposer.

Indépendance du Syndicalisme

Tout d'abord le Cartel pense que le seul groupement normal de défense des intérêts des travailleurs est le syndicat. Aucun parti, quel qu'il soit, ne peut prétendre remplir ce rôle ; les partis ne sont que des amalgames d'individus dont les intérêts sont différents, quand ils ne sont pas contradictoires. Les ouvriers du bâtiment de Lyon devaient en avoir une preuve typique en 1926, à Neuville-sur-Saône où un patron communiste, membre du parti, se trouva en conflit avec ses ouvriers au sujet de revendications de salaires.

Les militants autonomes sont absolument contre toute pénétration politique dans les syndicats parce que cette

ingérence est la cause à la fois de division et d'impuissance. Comme le faisait remarquer Louzon en 1927, « l'action est fonction de l'indépendance » et « l'indépendance des organisations ouvrières a toujours marché de pair avec une lutte ardente contre le patronat ». Le mouvement ouvrier n'a que faire des prétendues élites ou avant-gardes.

Les partis politiques ne s'intéressent aux revendications ouvrières qu'autant qu'elles peuvent servir à leur propagande. Par les consécrations légales des réformes sociales ils essaient de donner le change en s'attribuant impudemment le mérite de les avoir fait aboutir alors qu'elles ne sont que le résultat de l'action collective et anonyme de tout le prolétariat. Au pouvoir, les partis, tous les partis briment les organisations syndicales ou les réduisent à un rôle subalterne.

En France, la collusion des centrales ouvrières et des partis politiques est certaine. La C.G.T.U. est officiellement inféodée au parti communiste ; quant à la C.G.T. ses sympathies pour la S.F.I.O. et le parti radical ne sont pas discutables. Nombre de militants confédérés sont également d'ardents militants socialistes : nous ne leur en contestons pas le droit mais cela n'est pas sans éveiller des craintes sérieuses et légitimes : ils préparent, à leur insu peut-être et qu'ils le veuillent ou non, le terrain à une collaboration plus étroite entre ces deux groupements. Devant une telle situation, c'est pour ne pas se diviser que les syndicats autonomes de Lyon n'adhèrent à aucune centrale.

Il va sans dire que les travailleurs du Cartel sont contre la politique illusoire et stérile de collaboration : elle anémie la combativité des ouvriers en éveillant l'espoir de solutions plus pacifiques et moins pénibles des conflits. En fait, elle ne donne naissance qu'à une multitude de projets, d'études, de rapports tous plus intéressants et aussi plus inutiles les uns que les autres ; combien de programmes minima ont été élaborés dont pas un ne fut réalisé ! A Lyon, les ouvriers du bâtiment ont appris au cours de leurs luttes qu'entre le patronat et eux c'est uniquement une question de force et que dans la bataille ils ne doivent compter que sur eux seuls. Ces deux vérités invariablement confirmées lors de chaque revendication sont pour eux indestructibles. L'autonomie est, dans une certaine mesure, un mouvement naturel qui fut la conséquence d'un mécontentement causé par l'absence d'action et de résultats.

Décentralisation

L'unité syndicale est évidemment ardemment désirée par les autonomes : ils ont accueilli avec joie toute tentative dans ce sens et en particulier les efforts du « comité des 22 ». A ce sujet ils pensent que quelques erreurs ont été commises. On aurait dû par exemple, se préoccuper davantage de s'assurer des appuis sérieux dans certains syndicats plus particulièrement « unitaires» de la province. D'autre part le *Cri du Peuple* fut à la fois nécessaire et utile; mais on a trop négligé la presse locale ouvriere. Il semble que l'on n'ait pas attaché toute l'importance qu'il mérite au travail à la base.

Les autonomes pensent enfin que l'unité devra nécessairement s'accompagner d'une réforme radicale de l'organisation syndicale. Il faut abandonner résolument ce centralisme rigoureux qui a tant contribué à la ruine du mouvement ouvrier français et que l'on a malencontreusement substitué à un large fédéralisme libéral. Le syndicat doit être la base de toute l'action ouvrière et l'union locale doit redevenir un centre de résistance et d'action sociale. Les fédérations sont maintenant des organes directeurs tyranniques alors qu'elles n'auraient jamais dû rester que des bureaux d'études, de documentation et de liaison.

Cette organisation centralisée est très onéreuse ; les syndicats sont pressurés par les cotisations fédérales, beaucoup sont endettés. L'action à la base devient impossible : les fédérations tiennent les syndicats en tutelle, elles absorbent leurs cotisations, puis elles se montrent incapables de les aider quand ils sont en lutte.

Cette mauvaise organisation a conduit à la création d'une bureaucratie qui rendra toute transformation d'autant plus difficile qu'elle s'est solidement installée: on a tant rendu de services aux petits copains... Gens en place, imbus de leur supériorité (?), à l'humeur chatouilleuse, ne se réveillant que pour combattre hargneusement tout ce qui pourrait troubler leur quiétude en les entraînant à l'action. Ils planent haut, ils prétendent voir l'ensemble alors qu'ils ne voient plus rien du tout. Ils sont dans l'absolu, opposent des thèses à des thèses sans se rendre compte que la réalisation est autre que les constructions de leur esprit. Vienne une offensive capitaliste (gouvernementale ou patronale), ils sont débordés : ils ne savent plus riposter que par des ordres du jour, des affiches, ou des discours d'autant plus inutiles qu'ils n'ont aucun écho.

Il faudra que le mouvement syndical se reforme sur des bases plus conformes à son désir de réalisations immédiates : tout, ou à peu près est à refaire. Il faut acquérir immédiatement la puissance d'organisation indispensable à l'évolution du mouvement ouvrier ; les événements sont vite, c'est une question de vitesse.

Pour cela il faut redonner confiance aux masses dans le syndicalisme en leur montrant, par l'expérience, la puissance de l'organisation syndicale, force unique d'émancipation. Il faut reprendre la propagande à la base en liaison étroite avec l'action corporative : réveiller l'énergie locale, voilà la tâche immédiate. Des effectifs nombreux, de l'argent dans les caisses et de la solidarité, telles en sont les conditions essentielles.

Seuls, les syndicats qui s'occupent du regroupement à la base peuvent faire face à la situation. Le principe de la transformation sociale ne pourra être posé qu'à la faveur d'un développement supérieur de la conscience ouvrière de classe : or, cette acquisition n'est pas le résultat d'une étude livresque mais celui de la lutte quotidienne.

La Révolution ne viendra pas par ordre : elle sortira des événements ; à ce moment, il faudra être prêt car l'alternative sera immédiate : fascisme ou socialisme. Mais alors comment se préparer chaque jour, comment se tenir constamment en éveil et dans une certaine mesure hâter les événements, si ce n'est pas l'action syndicale ?

L'organisation du Cartel

Nous avons déjà exposé que dès sa création le Cartel s'attacha à un renforcement des syndicats. Mais une propagande, pour être efficace ne doit pas être passagère, intermittente : c'est au contraire une œuvre de longue haleine et de tous les instants. Aussi les chantiers sont-ils fréquemment visités et leur situation syndicale examinée.

Les résultats ? Le Cartel compte actuellement 10.000 adhérents groupés dans les 17 syndicats suivants :

Maçons et aides, terrassiers-puisatiers, plombiers-zingueurs, monteurs électriciens, plâtriers-peintres, monteurs en chauffage, cimentiers-tyroliens, carreleurs-faïenciers, menuisiers en bâtiment, asphalteurs-bétonniers, tailleurs de pierre, tôliers fumistes, parquet sans joint, serruriers-ferroniers, vitriers miroitiers, mouleurs-ornementalistes, bâtiment de Trévoux.

Un journal

La propagande orale est doublée et prolongée par la propagande écrite : le journal seul permet les changements profonds et les évolutions définitives.

L'organe du syndicat des maçons et aides fut jusqu'au 1er février 1927 *L'Ouvrier Maçon*. A cette date il prit le nom de *L'Effort*, et, transformation heureuse, il devint, de journal corporatif, un journal « d'information, de propagande et d'action sociale ouvrière » ; à

ce titre il fut vendu au public. Enfin, depuis la constitution du Cartel *L'Effort* en est devenu l'organe officiel.

Il parut d'abord en petit format ; mais le 1er octobre 1927, huit mois après sa création, il adopta le format ordinaire des grands journaux. Bi-mensuel jusqu'au 1er février 1930, il est, depuis, hebdomadaire et paraît le samedi.

La présentation matérielle de *L'Effort* est particulièrement soignée et il s'efforce depuis sa création de retenir l'attention des travailleurs par l'abondance de sa documentation, la valeur de ses rubriques et de ses arguments. A l'usage des camarades étrangers on y trouve de temps à autre une rubrique en italien et en espagnol. *L'Effort* est exclusivement un journal ouvrier tout au service de la cause syndicale. C'est pour cela qu'il a largement ouvert ses colonnes au *Comité pour l'indépendance du syndicalisme* de la Loire.

En face d'adversaires disposant largement d'une presse locale et nationale, on devise aisément quel aurait été, au cours des luttes que nous avons relatées, le lourd handicap du Cartel s'il n'avait eu aucun journal à sa disposition.

Pendant les grèves la presse locale bourgeoise se signale par son hostilité. Elle relate complaisamment les plaintes des patrons et des propriétaires. Elle développe la théorie que les hauts (?) salaires engendrent la vie chère et prolongent la crise du logement en rendant trop coûteuse la construction. Les communications syndicales sont boycottées ou déformées tendancieusement. Au cours des incidents de grèves, cette presse n'hésite pas à présenter comme des malfaiteurs de droit commun les camarades victimes de la répression policière. Tout semble bon pour dresser le public contre les travailleurs en lutte. Avec perfidie des nouvelles défaitistes sont lancées pour saboter le mouvement. Mais il faut compter avec *L'Effort* qui est là, combat les arguments, rétablit les faits, répand la vérité.

Une imprimerie

Chaque année, les frais d'impression du journal, des affiches, des cartes syndicales, etc., se montaient à une somme importante. C'est alors qu'en mai 1927, afin de réaliser de sérieuses économies et d'être complètement indépendant, le Cartel acheta l'imprimerie du 46 de la rue de l'Université. C'est maintenant l'*imprimerie intersyndicale lyonnaise:* comme son nom l'indique, elle est organisée sur la base syndicale et elle fonctionne sous le contrôle des syndiqués.

Une coopérative

1929 vit une nouvelle et importante réalisation du Cartel: sur les mêmes bases et sous le même contrôle syndical que l'imprimerie une entreprise de maçonnerie et de travaux public fut créée: c'est l'*Aurore*. Son rôle est particulièrement important en cas de grève ou de lock-out: elle est alors prête à apporter une aide sérieuse et parfois décisive aux syndicats en lutte (1).

Une caisse d'assurances sociales

Au lendemain de la loi autorisant les syndicats à constituer des caisses primaires pour la répartition et le contrôle des prestations aux assurés, les militants des syndicats autonomes du bâtiment de Lyon créèrent la caisse *Le Bâtiment*.

En créant cette caisse, ces militants n'entendaient pas apporter aux assurances sociales une adhésion sans réserves; aujourd'hui même, ils ne sont pas encore enthousiastes. Les assurances ne seront modifiées dans un sens plus nettement social que si les ouvriers, groupés dans leurs syndicats, sont capables d'imposer leurs vues aux gouvernements. En attendant, il faut que les travailleurs retirent le maximum d'avantages auxquels ils ont droit: pour cela il faut autant que possible simplifier les formalités, réduire les démarches au minimum, fournir des renseignements précis, etc...

Au 31 mars dernier, cette caisse groupait 8.000 assurés, tous de la 5e catégorie. La caisse *Le Bâtiment* est probablement en France une des rares caisses groupant un aussi grand nombre d'assurés de la même profession et de la 5e catégorie.

Bientôt la caisse *Le Bâtiment* sera en mesure de contrôler les versements des cotisations par les employeurs.

Les autonomes sont évidemment partisans de l'amélioration des prestations. C'est ainsi que l'on a calculé que si les visites médicales avaient été remboursées à 16 fr. au lieu de 12 fr.; si l'on avait payé 25 fr. par jour au lieu de 18 fr, et à partir du premier jour au lieu du sixième; si l'on avait alloué des primes d'allaitement aux femmes d'assurés, la caisse aurait dépensé pour les 18 premiers mois de sa gestion, 550.113 fr. de plus, réalisant néanmoins encore un bénéfice de 241.508 francs.

Comité de défense, bibliothèques, etc...

Fin 1929, le Cartel décida la création dans son sein d'un *comité de défense*: nombreux en effet sont les camarades victimes de leur propagande et de leur action syndicale; c'était un devoir pressant de les soutenir efficacement et d'aider leurs familles privées des ressources de leur chef.

Enfin, les syndicats du Cartel se préoccupent d'améliorer la culture de leurs adhérents: plusieurs ont des bibliothèques et la plupart ont créé des cours de dessin.

Une *Jeunesse Syndicaliste* a également été constituée.

Les batailles du Cartel

Le Cartel date de 1927. Nombreux depuis sont les conflits partiels réglés par les autonomes, mais nous n'examinerons que les mouvements qui dressèrent contre la Chambre patronale le Cartel dans son ensemble. Trois dates sont particulièrement importantes: 1928, 1930, 1932.

La reculade patronale de 1928

Un an après la création du Cartel, plusieurs syndicats demandèrent une augmentation de salaires; évidemment un refus catégorique suivit; les contrats furent alors dénoncés et l'agitation commença. Les patrons essayèrent d'abord de dresser l'opinion publique contre les travailleurs et le *Progrès*, quotidien de Lyon, se fit un plaisir de se mettre à leur service en publiant leur argument favori et ressassé: les « hauts » salaires (ces messieurs ont vraiment le sens de l'ironie), cause de la vie chère et du ralentissement de la construction.

Pour protester contre ces paroles du président de la Chambre patronale, une grève d'une heure fut déclenchée et un meeting monstre auquel assistaient environ 6.000 camarades eut lieu à la Bourse du Travail; une affiche fut également placardée où les revendications ouvrières étaient exposées.

---

(1) Puisque nous parlons de **L'Aurore** nous dirons quelques mots de **L'Avenir** qui est également une société de construction à base coopérative. Elle fut fondée en 1919 par des maçons originaires pour la plupart de la région du centre (Auvergne, Creuse, Limousin). Cette coopérative est importante : elle occupe de 600 à 800 ouvriers et son chiffre d'affaires annuel s'élève à 10.000.000 de francs. Ses progrès furent rapides et elle est prospère. Contrairement à **L'Aurore, L'Avenir** qui est antérieure au Cartel ne dépend pas de lui : ce sont deux coopératives indépendantes, entre lesquelles néanmoins les relations sont cordiales. Comme **L'Aurore, L'Avenir** contribue au maintien des salaires.

Quant à la question de la vie chère, les organisations du Cartel estiment que c'est un des problèmes dont elles n'ont pas à se préoccuper; la cause en est le régime capitaliste basé sur le profit et dans un tel régime c'est une illusion de croire que la solution de ce problème dépend des travailleurs. Aussi, à la thèse patronale de la diminution du coût de la vie, ils opposent celle de l'augmentation et de la défense des salaires.

Les patrons pensèrent à première vue avoir la partie belle; la saison était avancée, les contrats furent dénoncés en août; d'autre part ils étaient conseillés et appuyés par l'*Union des Chambres patronales*. C'est pour cela qu'ils firent peser pendant plusieurs jours la menace du lock-out. Cependant, à la réflexion, les conditions de la lutte ne leur parurent pas si favorables et l'issue de la bataille leur semblait incertaine. La lutte s'annonçait âpre et longue: de telles luttes sont dans la tradition chez les maçons et les cimentiers, en particulier; on ne saurait citer dans ces corporations une seule grève qui n'ait pas réussi depuis la formation de leurs syndicats. D'autre part plusieurs mises à l'index avaient été décidées, mettant déjà durement à l'épreuve certains patrons.

Brusquement, la Chambre patronale recula et accepta sans réserves les conditions ouvrières:

Les électriciens obtinrent un contrat collectif et 0 fr. 75 de l'heure d'augmentation: les maçons et les cimentiers, 0 fr. 50.

Le patronat céda sous la pression du nombre et de la force: la victoire fut totale et obtenue sans combat.

Le grand lock-out de 1930

Il ne devait pas en être de même en 1930. Cette année allait voir une lutte sans merci: la question de force était posée: « *l'exigence des travailleurs du bâtiment*, disait la Chambre patronale, *est un abcès qu'il faut crever; coûte que coûte il faut détruire le Cartel* ».

Les ouvriers ayant demandé une nouvelle augmentation de salaires, les commissions ouvrières des cimentiers et des maçons furent appelées par les commissions patronales qui leur signifièrent une fin de non recevoir et cherchèrent à les impressionner par des menaces: « si vous bougez, si vous agissez, ce sera le lock-out et l'embargo ». De toute évidence, c'était un mauvais coup dirigé par Weitz, président des Chambres patronales et gros métallurgiste. Les travailleurs avaient déjà eu l'occasion de le voir à l'œuvre lors d'une grève du Livre, la même année. Ils ne se laissèrent pas émouvoir et maintinrent leurs revendications. Le lock-out fut alors décidé le jeudi 24 avril 1930: la lutte dura 129 jours.

Les patrons s'aperçurent vite qu'il y avait loin de la coupe aux lèvres. Le lock-out ne fut jamais absolument effectif malgré les moyens employés pour forcer la main aux patrons récalcitrants. L'embargo sur les matières premières fut décidé et la section industrielle des Chambres patronales exerça sur les patrons réfractaires une pression énergique: c'est ainsi que certaines entreprises durent licencier leur personnel sur l'injonction des propriétaires, des usiniers, des sociétés, pour lesquels ils travaillaient. C'est sans doute ce qu'on appelle chez ces messieurs de l'Union des Chambres patronales, la « liberté du travail ».

De son côté, le Cartel, ainsi que nous l'avons dit au début, organisait l'exode des lock-outés: au début de mai, 75 % des cimentiers et de nombreux maçons étaient employés en dehors de la région lyonnaise. Le lock-out coûta environ 50.000 francs par semaine au Cartel.

Ce lock-out se prolongeant au-delà des prévisions patronales, il etait dès lors voué à l'échec; de toutes parts ces messieurs étaient pressés d'exécuter les travaux laissés en souffrance.

Après 70 jours de lutte, la Chambre patronale offrit 0 fr. 25 d'augmentation par heure et promit d'examiner une proposition du préfet de 0 fr. 50. Avant le lock-out, les 0 fr. 50 auraient fait l'objet d'un examen bienveillant du Cartel. Mais à ce moment ils pensèrent que 70 jours de lock-out ça se payait et il repoussa ces propositions.

Plusieurs réunions eurent lieu à la Préfecture qui n'eurent d'autre résultat que de faire accepter par le Cartel d'aller devant le ministre du Travail. Mais si les militants acceptaient d'aller à Paris, c'était pour y discuter dans les mêmes conditions que devant l'autorité préfectorale et y défendre avec intransigeance les revendications de leurs mandants: le Cartel refusait de se laisser arbitrer. Et le ministre de répondre: « Je veux bien malgré tout tenter une conciliation des parties, à une condition cependant, *c'est que les délégués ouvriers prendront l'engagement de défendre devant leurs mandants mes propositions* ». Une telle condition ne pouvait qu'être considérée comme une insulte aux militants autonomes.

Le samedi 1er août, les entrepreneurs décidaient la levée du lock-out: les chantiers seraient ouverts le 4 août avec une augmentation de 0 fr. 25 sur les bases de l'ancien contrat.

C'était le moment qu'attendait le Cartel pour prendre l'offensive: ses conditions étaient la signature d'un nouveau contrat, sinon la grève. Quatre jours après, les entrepreneurs cimentiers signaient un contrat comportant une augmentation de 0 fr. 50 au 5 août, 0 fr. 25 de plus au 1er septembre et 0 fr. 25 de plus au 31 janvier. Pour les maçons, la lutte devait encore continuer quelque temps: la convention collective ne fut signée que le 2 septembre avec une augmentation de 0 fr. 75 de l'heure.

Encore une fois la défaite patronale fut totale.

Enfin, avant d'en terminer avec cette lutte, il n'est pas inutile de rappeler le beau rôle des communistes: rendant compte du mouvement de grève d'une heure du 10 avril qui précéda de quelques jours le lock-out, l'*Humanité* écrivait: « *De plus en plus, les dirigeants autonomes du Bâtiment de Lyon sont les meilleurs auxiliaires du patronat* ». Lorsque le lock-out toucha à sa fin, ces farouches défenseurs des intérêts du prolétariat n'hésitèrent pas, pour faire échouer les revendications des syndicats autonomes, à envoyer un projet de contrat de travail à la Chambre patronale dont ils demandaient par lettre la signature, projet comportant des conditions *inférieures* à celles des autonomes. Invraisemblable ! mais tristement vrai.

En 1932 chat échaudé...

1932: nous rappellerons brièvement, car la *R. P.* l'a déjà signalé en son temps, la victoire du Cartel à cette date. Les patrons étaient alors décidés à dénoncer les contrats collectifs le 8 mai. Ils pensaient, à la faveur de la crise, pouvoir diminuer les salaires. Mais les travailleurs étaient alertés et prêts et la résistance envisagée avec calme. Les patrons sentirent que ce serait encore la lutte: le souvenir de tous les lock-out onéreux et inutiles, de toutes les grèves victorieuses leur revint à l'esprit: ils préférèrent cette fois encore céder sans combattre. Ce fut, à notre connaissance, en France, le premier échec complet que, depuis la crise, des travailleurs infligèrent aux prétentions patronales. Il n'est pas inutile de le rappeler pour combattre certaines tendances défaitistes actuelles; en temps de crise, comme en période normale, avec des organisations fortes, il n'y a de salut que dans l'organisation et la résistance ouvrières.

Telle est la leçon que nous donne l'histoire du Cartel des syndicats autonomes du Bâtiment de Lyon.

G. CLAVEYROLAS.

NOTES ÉCONOMIQUES

Bi-métallisme !

II

Le faux bi-métallisme ou l'inflation déguisée

Nous avons vu la quinzains dernière ce qu'était le vrai bi-métallisme, et pour quelle raison ce serait actuellement le plus lamentable des systèmes monétaires. Il nous reste aujourd'hui à voir ce qu'on prône en réalité aujourd'hui sous le nom de bi-métallisme : le faux bi-métallisme.

Le faux bi-métallisme n'est que l'extension à la monnaie principale du système actuel des monnaies divisionnaires

Une vraie monnaie c'est, avons-nous dit, une pièce de métal dont le monnayage n'altère point la valeur; monnayé ou non, c'est contre les mêmes quantités des autres marchandises que le métal qui y est contenu s'échange. Mais, à côté de la vraie monnaie, il y a la fausse monnaie. La fausse monnaie est une monnaie que l'Etat oblige à recevoir en paiement pour une valeur qui n'est pas la vraie valeur du métal qui y est contenu.

Cette fausse monnaie est une chose que nous connaissons particulièrement bien depuis la mise en circulation des pièces de 5, 10 et 20 francs. La pièce de 10 francs, par exemple, est une fausse monnaie, parce que dans cette pièce il n'entre que quelque chose comme 2 francs d'argent (Voir R. P. du 10 juillet 1933). C'est-à-dire qu'on peut se procurer sur le marché des métaux le poids d'argent qui entre dans cette pièce en donnant tout juste deux fois le centième de la quantité d'or qui entre dans la pièce d'or de 100 francs. Néanmoins, l'Etat oblige à accepter en paiement cette pièce d'argent pour une valeur de dix francs, c'est-à-dire une valeur égale à celle du dizième, et non des deux centièmes du poids d'or contenu dans la pièce d'or de 100 francs.

Le bi-métallisme actuellement préconisé n'est autre que la généralisation de ce système. Pour le moment, on n'est obligé d'accepter cette fausse monnaie d'argent que pour l' « appoint », c'est-à-dire pour des sommes inférieures à celles pour lesquelles existent des pièces d'or ou des billets de banque. Si vous devez 100.025 francs, votre créancier est obligé d'accepter le paiement des 25 francs en fausse monnaie, en monnaie d'argent, mais il peut exiger, et exigera, le paiement des 100.000 francs en or ou en billets de banque. Avec le bi-métallisme, il sera obligé d'accepter aussi, si tel est le bon plaisir de son débiteur, le paiement des 100.000 frs en pièces d'argent, en pièces dans lesquelles il n'entrera que pour 2 francs d'argent, dans les pièces qui compteront cependant pour 10 francs.

L'inflation en métal est identique à l'inflation en papier

Comme il est facile de s'en rendre compte, cela n'est autre que de l'inflation. Il y a inflation en effet, dès que sont mises en circulation des monnaies dont la valeur légale, celle pour laquelle l'Etat prétend vous obliger à les recevoir, est supérieure à la valeur réelle de la matière dont elles sont faites, ou à celle du produit sur lequel elles vous confèrent un droit. Le billet de banque, le vrai billet de banque n'est pas de l'inflation, bien que sa valeur soit considérablement supérieure à celle du papier dans lequel il est fait, parce qu'il confère à son propriétaire un droit sur une marchandise de valeur bien réelle : l'or contenu dans les coffres de la banque qui l'a émis, ou les effets de commerce contenus dans les coffres de cette même banque, qui eux-mêmes confèrent à leur détenteur un droit sur les marchandises contenues dans les magasins des commerçants qui ont émis les effets. Le billet de banque est un véritable titre de propriété, tout comme l'est le titre de propriété d'une ferme ou d'une maison; ce n'est pas celui-ci qui a de la valeur, mais il vous confère un droit sur un bien réel qui lui a de la valeur.

L'inflation ne commence avec le billet de banque que lorsqu'aux vrais billets de banque s'ajoutent de faux billets, qui ne sont un droit sur rien du tout, ou, ce qui revient au même, un droit sur un Etat insolvable, un Etat qui n'est pas en mesure de faire face à ses obligations, comme ce fut le cas lors de la grande inflation d'après-guerre. Car ces nouveaux billets ne représentent plus qu'eux-mêmes et n'ont donc pas d'autre valeur que celle du papier dont ils sont faits.

Comme la pièce de monnaie, elle, ne représente jamais un droit sur autre chose qu'elle-même, il y a inflation dès qu'on prétend lui assigner une valeur autre que celle du métal dont elle est faite, tout comme le billet de banque auquel on prétend assigner une valeur autre que celle du bien qui le garantit.

Deux modes de réduction des dettes

Quels pourront être les effets de cette inflation ? Exactement les mêmes que ceux de toute autre inflation, les mêmes que ceux de l'inflation par émission de faux billets de banque : réduction des dettes et hausse des prix.

Pour la réduction des dettes, celle-ci est immédiate, ou, au contraire, n'est que la conséquence de la hausse des prix, selon le procédé employé pour procéder à l'émission des fausses monnaies d'argent.

Ou bien en effet l'Etat peut s'attribuer à lui seul le droit d'émettre les monnaies d'argent et se réserver ainsi le bénéfice de la fausse monnaie ; il achètera, par exemple, 100 millions d'argent métal, il fabriquera avec cette quantité d'argent des pièces d'une soi-disant valeur de 500 millions avec lesquelles il s'acquittera de ce qu'il doit pour 500 millions. Bénéfice net : 400 millions. C'est le procédé actuellement employé, pour les monnaies divisionnaires, en France, afin de boucler le budget.

Ou bien, au contraire, l'Etat peut instituer la liberté de la frappe; chaque particulier pouvant apporter à la Monnaie des lingots d'argent qu'il aura lui-même achetés (mettons 1.000 francs), et on lui redonnera cette même quantité d'argent en pièces de monnaie, indiquées comme représentant 5.000 francs, avec lequel il pourra valablement s'acquitter de 5.000 francs de dettes. Les dettes se trouveront donc réduites en fait immédiatement des quatre cinquièmes. C'est peut-être vers un procédé de ce genre, bien qu'il présente, au moins au début, de grosses difficultés pratiques, que s'orienteront les Etats-Unis, s'ils se décident au « bi-métallisme ».

L'argent chassera l'or

Quant à la hausse des prix, voici ce qui se passera :

C'est un fait d'observation absolument général que lorsque dans un pays il existe deux monnaies, une bonne et une mauvaise, c'est-à-dire que lorsque la valeur réelle du métal contenu dans les pièces de l'une est supérieure à celle du métal contenu dans les pièces de l'autre, ayant même valeur légale, « la mauvaise monnaie chasse la bonne ». Dès le jour où celui qui a 100.000 francs à payer peut à volonté se libérer en versant des pièces d'or, dont l'or réellement contenu vaut 100.000 francs, ou bien des pièces d'argent, dont

l'argent contenu ne vaut réellement que 20.000 francs, il paiera — c'est bien évident — en argent, et non en or. Il s'ensuit que très rapidement tous les paiements ne se feront plus que dans la mauvaise monnaie, en argent dans le cas présent; la bonne monnaie, l'or, cessera de circuler, elle sera thésaurisée. C'est ce qui s'est produit avec la monnaie d'or d'avant-guerre, qui a complètement disparue de la circulation dès qu'il exista à côté d'elle une mauvaise monnaie, celle constituée par les billets de banque non garantis par des produits de même valeur.

L'or disparaîtra donc, et non seulement l'or, mais également les billets de banque, ceux du moins qui seront convertibles en or; l'argent sera en fait la seule monnaie.

Et cet argent deviendra alors, par la hausse des prix, une vraie monnaie, il deviendra une monnaie dont la valeur sera la véritable valeur de l'argent qui y est contenu. Car le possesseur d'une marchandise ayant la même valeur qu'un gramme d'or, par exemple, sachant qu'il sera certainement payé en argent, seule monnaie existant en fait, ne vendra pas cette marchandise contre 20 grammes d'argent, même si 20 grammes d'argent décrétés avoir la même valeur qu'un gramme d'or; il la vendra contre 100 grammes d'argent, si en fait, c'est 100 grammes d'argent qui ont la même valeur que 1 gramme d'or. Autrement dit, la marchandise qu'il aurait vendue 100 francs si on l'avait payé en or, il la vendra 500 francs du moment qu'on le payera en argent. et ainsi, il recevra une quantité d'argent de valeur équivalente à celle de sa marchandise. Les prix, exprimés en francs, quintupleront. Ce sera le même phénomène que celui qui s'est produit après guerre lors de l'inflation en billets de banque.

Du bon monométallisme au mauvais monométallisme

Ainsi donc, le bi-métallisme seconde manière, le faux bi-métallisme n'est que de l'inflation, et qui aboutit à une « stabilisation » par l'établissement d'un monométallisme argent, c'est-à-dire un système monétaire basé sur un étalon de valeur, éminemment variable pour les raisons que nous avons indiquées la quinzaine dernière. Parti d'un monométallisme, le monométallisme or, qui, certes, n'est pas parfait, mais qui se tient à peu près, on revient au monométallisme, mais un monométallisme-argent, qui, dans les circonstances techniques actuelles, est parfaitement absurde : un système de mesure de valeurs analogues à celui que serait un système de mesure de longueurs avec un mètre dont la longueur serait susceptible de varier à tout bout de champ dans des proportions considérables.

Mais l'inflation elle-même, qu'elle soit réalisée au moyen de ce soi-disant bi-métallisme, ou de tout autre moyen, n'est-elle pas un remède à la crise ? C'est ce que nous tâcherons de voir dans une prochaine note.

R. Louzon.

Demandez-nous le nombre d'exemplaires qu'il vous faut du tract

Au Syndicat, le Pouvoir !

Pas plus qu'il ne vous en faut, mais tout ce qu'il vous en faut : 10, 50, 100, 1.000 exemplaires...

CHEZ LA BRUTE

Au camp de concentration de Brandebourg

Voici le récit d'un membre du groupe Brandler (opposition communiste) qui fut enfermé au camp de concentration de Brandebourg :

Dans ce camp se trouvent notamment l'écrivain révolutionnaire Erich Mühsam, qui a donné au prolétariat la version allemande de la « Marseillaise », l'écrivain pacifiste et sympathisant communiste Kurt Hiller et l'avocat Hans Litten, qui gagna la confiance du prolétariat berlinois et la haine des nazis en défendant des ouvriers révolutionnaires accusés du meurtre d'hommes des sections d'assaut.

Tous les trois sont venus du camp de concentration de Sonnenbourg à celui de Brandebourg pour détourner l'attention sur leur sort. Ils y sont traités avec la plus cruelle brutalité.

Le 18 décembre, Hiller et Litten furent conduits à l'infirmerie du camp dans le plus grand secret. Leurs co-détenus purent constater sur eux de graves blessures.

Hiller fut isolé dans une cellule obscure située dans la cave de l'infirmerie.

Litten fut mis aussi á l'isolement dans une cellule. Déjà à Sonnenbourg, il avait fait 14 TENTATIVES DE SUICIDE. Une fois, il avait été trouvé l'artère droite coupée, dans sa cellule à Sonnenbourg. Couvert de sang, il fut conduit à coups de matraque à l'infirmerie. Depuis qu'il est á Brandebourg, il a renouvelé UNE TENTATIVE DE SUICIDE. Apathique et affamé, il a maintenant l'air d'un aliéné. Chaque jour on continue á le maltraiter. Lorsqu'il arriva à Brandebourg, le commandant du camp en personne se livra sur lui à des brutalités.

Mühsam s'est conduit á Sonnenbourg comme un héros. Avec courage, il a résisté aux sbires nazi, mais maintenant, à Brandebourg, lui aussi s'est écroulé complètement, à force de tortures. Chaque jour il est maltraité. Chaque jour on peut voir du sang sur sa barbe.

Mühsam, comme Hiller et Litten, est en danger de mort.

Solidarité pour nos frères allemands !

Nous n'avons reçu ce mois-ci que 752 francs; en décembre, nous avions encaissé 876 francs.

Et cependant nos camarades allemands ont plus que jamais besoin de secours; leurs amis restés sous la botte d'Hitler sont de plus en plus traqués, emprisonnés; leurs familles sont dans une misère noire. Notre devoir de solidarité se fait de plus en plus pressant. A vos poches, camarades !

Septième liste de souscription

Battini (Paris), 12 ; Richard (Landes), 40 ; Syndicat des travailleurs de chemins de fer Amiens-Longueau, 20 ; Barat (Paris), 100 ; Mlle Jouveshomme (P.-de-D.), 20 ; Bureau (Alger), 50; G. T. (Creuse), 30; M. G. (Loire), 40; Jean Duperray (Loire), 5 ; Sancier (Paris), 10 ; Berthe Moraux (S.-et-O.), 5 ; Henri Gauthier (Paris), 5 ; Germaine Goujon (Rouen), 10 ; Beucher (Eure), 10 ; Louzon (A.-M.), 100 ; Speiser (Paris), 20 ; Heizmann (Paris), 20 ; Marceau Pivert (Paris), 20 ; Croze (Paris), 20 ; Fronty (Paris), 20 ; Simone Petrement (Seine), 40 ; Busseuil (Paris), 50 ; Gény (Seine), 20 ; Delsol (Paris), 10 ; Piquet (Seine), 20 ; Georges Leroy (Paris), 5 ; Syndicat de la boucherie de Paris (souscription), 50 fr.

Total de la septième liste.....	752 »
Total des listes précédentes.....	13.618 80
Total au 31 janvier 1934.....	14.370 80

La Renaissance du Syndicalisme

Orage à Nice

Nous pensons que l'heure arrive où les organisations ouvrières doivent extérioriser leur volonté de lutte *dans la rue* et nous pensons être utiles aux camarades en nous arrêtant à l'orage qui a troublé un moment le ciel niçois !

La préparation

Le 23 janvier, une délégation massive d'instituteurs à l'Académie ayant connu un succès tout à fait inespéré, le *Cartel Confédéré des Services Publics* en conclut qu'enfin les masses s'émouvaient et décidait, en plein accord avec la Fédération autonome, une délégation à la Préfecture, avec cortège, pour le lundi 29 à 18 heures 30. Annonces dans la presse. Tracts par corporation.

Le 27, le Préfet fait appeler deux militants responsables, leur annonce qu'il ne recevra pas de délégation et qu'on n'arrivera pas à la Préfecture.

La préparation de la manifestation n'en continue pas moins par une commission restreinte. L'idée est la suivante : rassembler les corporations à des points différents, donner aux militants un ordre de marche cacheté, assurer le rassemblement en cours de route des diverses colonnes, rassembler les deux colonnes principales à la gare des autobus, non loin de la place Masséna, cœur sensible de la cité.

Par corporations, l'appel s'adresse à tous sans distinction de tendances ; les Syndicats Unitaires invitent leurs adhérents à participer à la manifestation. Par les Unions locales, qu'elles soient unitaires ou confédérées, l'appel franchit les bornes du monde des travailleurs de l'Etat et des Services publics.

Le Parti Communiste élargit la manifestation aux travailleurs de toutes catégories, petits commerçants y compris, et les invite à être à 18 h. 30 place Masséna.

Ce n'est pas du front Unique avec ses combinaisons et ses dosages, c'est de l'action commune, d'un seul bloc.

Le Cartel des Services Publics avait également décidé de doubler la manifestation de *Nice* par une manifestation à *Cannes*, même jour, même heure. Annoncée le 27, la veille, à un meeting donné par le Comité d'Action Commune, elle a été préparée en 30 heures !

La manifestation

Pas d'à-coups.

A l'heure dite, les militants rassemblent leur corporation, décachètent leur enveloppe, suivent les itinéraires tracés ; les corporations se retrouvent, les colonnes s'ajoutent et à 18 h. 45 un immense cortège de plusieurs milliers de manifestants, drapeau syndical des hospitaliers confédérés encadré de torches en tête, débouche place Masséna.

Là, les attendent, mêlés et inséparables des milliers d'autres manifestants et de curieux, des centaines de policiers.

Quand la colonne confédérée-autonome débouche sur la place Masséna, drapeau en tête, une immense clameur part des rangs communistes et unitaires qui ont déjà eu maille à partir avec le service d'*ordre* (car les matraqueurs des travailleurs ça terme ce qu'on appelle un service d'ordre).

La gendarmerie saute sur le drapeau rouge, porté par une femme. Bagarre. Drapeau déchiré, mais sauvé. Les rangs se mêlent. Confusion.

Combien est-on ? Le journal réactionnaire dit 3.000. Il exagère par en bas. *L'Humanité* a annoncé 8.000. Un manifestant participant noyé dans la foule ne peut savoir, d'autant moins qu'on ne sait qui est curieux ou manifestant. Mais la foule est immense.

Les trams, bondés à cette heure-là, sont arrêtés et le public ne marque ni impatience ni hostilité. Au contraire. Les pelotons de gardes mobiles flottent dans cette mer humaine comme épaves sur un fleuve.

Quelqu'un parle au-dessus de la foule. On ne l'entend pas. Mais, d'instinct, les militants sentent qu'il faut tourner le dos à la préfecture-souricière et gagner l'Avenue de la Victoire. Cette dernière est fermée par un barrage de gardes mobiles mousqueton au poing. D'un seul coup le barrage est culbuté. On remonte l'Avenue. On conspue le journal *l'Eclaireur*. Arrivée au bout de l'avenue, la manifestation ne veut pas finir. Elle redescend, toujours massive, s'accroche devant *l'Eclaireur*, bête noire de tout ce qui travaille, de tout ce qui pense, de tout ce qui est propre. La police charge et prend le drapeau rouge des hospitaliers.

Dès lors, la manifestation est fixée. On ne peut plus partir.

La garde mobile à cheval abandonne enfin sa Préfecture, arrive knout au poing, balaie la chaussée, monte sur les trottoirs. C'est l'heure où les bancs s'en vont sur les pattes des chevaux, où les colonnes d'affichage tombent sur la chaussée, où les grilles des jardins sont jetées entre les jambes des matraqueurs.

Le drapeau est rendu. Trop tard.

Un tramway oscille.

Au loin, des provocateurs et des enragés défoncent des devantures. Des gamins comestiqués et bien frusqués que nul ne peut prendre pour des travailleurs démolissent les lampadaires (loin de la bagarre) pendant que trois douzaines de camelots sous la mamelle des policiers, chantent une *Marseillaise* qui a les foies tricolores.

Bilan

Des blessés et des arrêtés, tôt relâchés, dont la liste d'ailleurs prouve que tous les travailleurs se sont solidarisés avec les fonctionnaires.

Des dégâts matériels que l'on exagère à plaisir pour dresser la population contre les « meneurs ». La sympathie certaine de la population qui s'est

sans doute détournée en partie devant le manque de maîtrise de la dernière heure.

Des mensonges à n'en plus finir sur les voyous, l'émeute préparée...

Mensonge

Ces messieurs de la réaction se moquent du peuple . Une émeute *préparée* dans laquelle pas un seul des arrêtés (sauf un camelot du roi) n'était armé ? Une émeute *préparée* dans laquelle pas un clou n'a été jeté sous les pneus des agents cyclistes, pas un pétard n'a éclaté entre les jambes des chevaux... dans laquelle il n'est pas un projectile qui n'ait été pris sur place ?

Il y a eu préparation d'un cortège pacifique de travailleurs résolus à affirmer leur droit au pain et à la liberté. Il n'y a pas eu préparation d'émeute.

L'orage s'est gonflé et a crevé spontanément face à la provocation d'un préfet qui reçoit dans ses salons toute la bambocherie internationale et se refuse à recevoir une délégation de fonctionnaires, et d'une garde mobile brutale et affolée.

A Cannes

A la même heure, mille cinq cents travailleurs cannois, au bas mot, se groupaient devant l'hôtel de Ville, défilaient dans la rue d'Antibes, arrêtaient toute circulation sans provoquer aucun incident grave. Mais la garde mobile n'y était pas !

La revanche de la police

Le 30 au soir, une poignée de jeunes sportifs ouvriers était réunie dans un bar. Un des chefs de la police locale, qui à en croire les journaux du matin avait été blessé par les « voyous » de la veille, à la tête de ses agents, se précipitait sur eux et les battait de telle façon que le 31 après-midi, le sang était encore visible sur les parquets du bar !

Quelques-uns d'entre eux « *ont avoué* » avoir participé aux dépradations ! Ils seront évidemment condamnés. Ainsi le veut « l'ordre ».

Tous ensemble

Le 31, le Cartel des Services Publics s'est réuni. Il a examiné avec le calme le plus parfait, la situation. Il a résolu de faire tête aux mensonges et aux provocations de la presse et des organisations bourgeoises. Il a résolu de continuer résolument à surveiller avec vigilance les événements locaux et nationaux. Il a résolu d'affirmer sa solidarité avec tous ceux qui *ont répondu*, à quelque organisation qu'ils appartiennent, qui ont répondu à ses mots d'ordre, d'action, mais il s'est refusé à nouer des accords avec quelque parti politique que ce soit.

Il a demandé aux organisations centrales la création d'une *journée nationale d'action*, pensant que ce serait le seul moyen de déborder par des manifestations de masses une police intolérable.

Depuis 1920, jamais l'heure n'a été aussi grave. Tous ensemble, de Brest à Nice et de Strasbourg à Bayonne, sans distinction de tendances rassemblons-nous sous nos étendards syndicaux,

UN MANIFESTANT.

A travers les livres

Jack London : LE TALON DE FER (E. S. I.).

L'auteur s'est imaginé au 27e siècle, quatre siècles après l'avénement du règne de la « Fraternité de l'Homme », retrouvant un manuscrit écrit en 1932, par la femme du chef révolutionnaire, Ernest Everhard; ce manuscrit retrace l'histoire du prolétariat américain de 1912 à 1930 environ. Or, Jack London publia son livre en 1907. Ce fut donc de sa part, œuvre d'anticipation; pour nous, œuvre d'actualité, imaginée, à vérifier.

Jack London se livre d'abord à une critique vibrante du régime capitaliste. Un savant américain, à l'esprit curieux, s'est intéressé au jeune chef socialiste, Everhard, qu'il a découvert, juché sur une caisse à savon, dans une rue de San-Francisco, en train d'expliquer l'économie politique à un groupe d'ouvriers. Il l'introduit chez lui. Plus tard, sa fille, Avis, l'épousera. Avec le représentant des prolétaires, l'esprit socialiste s'installe au logis du savant. Les yeux s'ouvrent sur la réalité bourgeoise, dont la critique, précise, bourrée de faits, se trouve sévèrement faite par la voix d'Everhard : système social basé sur la domination d'une classe et qui n'a réussi à créer que la misère pour la classe inférieure et la dépravation pour toutes; système économique basé sur la concurrence et dont le résultat fatal est la guerre; rôle conservateur de l'Eglise qui ne peut être qu'un « *faux-guide* » pour la classe ouvrière parce qu'elle « *pâture dans d'autres prairies avec la classe capitaliste* ». Mais, il faut pourtant espérer : la loi marxiste du déterminisme social jouera; la bourgeoisie a créé elle-même « *ses propres fossoyeurs* », elle sera débordée par le surplus de richesses dont elle aura encombré le monde et après de multiples crises partielles, une crise formidable fera craquer tout l'édifice. La charité ne peut être qu'un emplâtre sur l'ulcère de la misère qu'il faut extirper; les théories réactionnaires des « briseurs de machines », petits industriels ou commerçants menacés par les trusts, sont absurdes et n'éviteront pas la fin tragique de la bourgeoisie.

Mais, si l'édifice doit craquer un jour, en 1912, aux Etats-Unis, les piliers de l'édifice se consolident d'inquiétante façon. Les grands trusts se groupent et c'est l'Oligarchie, qui va faire peser son « Talon de Fer » sur le prolétariat. En premier lieu, une repression atroce traque la pensée socialiste, noie dans le sang les grèves ouvrières, détruit les organisations syndicales, le tout avec la complicité de la classe moyenne. Mais, celle-ci, devenue inutile, périt à son tour, sous la concurrence acharnée des trusts. Sur ce sombre horizon, une seule lumière, mais splendide : en 1913, la grève générale, organisée par les socialistes des Etats-Unis et d'Allemagne évite la guerre entre les deux pays. Sévère leçon pour l'Oligarchie qui va briser cette dangereuse unité en divisant le monde du travail. La tâche lui est facilitée par la défection des syndicats des métaux et des transports qui, pour des avantages personnels, lâchent le reste de la classe ouvrière. Alors, la partie est perdue. Les événements se précipitent. Des élections ont lieu. On ne laisse pas siéger les élus du parti « Granger ». Poussés par des agents provocateurs, les paysans se révoltent dans douze Etats. La lutte atroce de part et d'autre tourne à la victoire du Talon de Fer. Les socialistes mènent alors une lutte prudente, souterraine. Mais une bombe est lancée au Congrès pendant qu'Everhard, député, parlait. Les socialistes sont accusés de complot et emprisonnés. Avis découvre un refuge dans les montagnes de Californie. Dans le courant de 1915, l'évasion en masse des prisonniers réussit. Ils vivent, terrés dans les refuges

jusqu'au jour où ils se glissent, espions, dans les rangs de l'Oligarchie. C'est ainsi qu'Avis et Ernest, transformés physiquement, prennent place comme agents provocateurs dans les services du Talon de Fer. De là, ils mènent le bon combat pour la Révolution, mais ils ne peuvent qu'enregistrer l'échec, en 1918, d'une grande révolte à laquelle ils avaient consacré toutes leurs forces. Le centre de la révolte, Chicago, est transformé en charnier. Le peuple, en un sursaut désespéré, s'est rué sur les milices, mais en vain. Le Talon de Fer, soutenu par les castes ouvrières privilégiées, continue à écraser la « masse de l'Abîme », plongée dans la misère, la saleté et l'ignorance et dont la sueur utilisée par les énormes capitaux des Oligarques, servira à élever des villes magnifiques, à l'usage des privilégiés. Mais les révolutionnaires n'ont pas perdu courage et ils travaillent à réorganiser les forces de la révolution.

Ainsi vivent les Etats-Unis, mais la situation mondiale n'est pas, non plus, rassurante. Certes, Allemagne, Italie, France, Australie, sont organisées en républiques coopératives, mais l'Angleterre a conservé son régime bourgeois et lutte pour la possession de l'Inde contre le Japon. Celui-ci, dirigé par une sauvage oligarchie possède déjà tout le reste de l'Asie. Aussi, cette rivalité menace-t-elle de dégénérer en lutte universelle.

Tableau pessimiste que Jack London noircit encore : échec de la deuxième révolte qui doit éclater en 1932, peu après l'exécution d'Everhard, révolte internationale soutenue par les républiques coopératives et dont l'échec entraînera la disparition des gouvernements socialites et leur remplacement par des oligarchies. Trois siècles de « Talon de Fer » en perspective !

En résumé, une aventure saisissante, des fresques poignantes : misère, révolte et répression,sur lesquelles se détache, parmi un groupe de révolutionnaires religieusement attachés à la cause, la lucide, énergique et noble figure d'Ernest Everhard. Et, de ci, de là, apaisantes, des échappées de forêt : majestueux conifères, prairies aux mille bruissements, un lièvre déboule, une volée de cailles s'élève.

Bien que Jack London se soit défendu de prédire l'avenir, voulant seulement mettre en garde la classe ouvrière, l'histoire semble justifier un certain nombre de ses prévisions. Une guerre impérialiste a bien éclaté dans les environs de 1912 et le Talon de Fer de l'Oligarchie ne ressemble-t-il pas à la botte fasciste ? Mêmes procédés : utilisation de bandes armées (les Cent-Noirs incendiaires d'imprimeries socialistes, briseurs de grèves, ne sont-ils pas les frères sanglants des *chemises noires* ou *brunes* ?), appui de la classe moyenne, englobement facile des grands syndicats réformistes (voir en Italie et en Allemagne).

D'autre part, London a très justement percé à jour l'impérialisme japonais et discerné les dangers de guerre mondiale qui sont en Extrême-Orient.

Evidemment des prévisions erronées. L'essaim des républiques coopératives qui devait voir le jour en 1913 n'est pas né. Aucune grève générale n'a empêché la guerre de 1914. L'auteur n'a pas prévu la révolution russe (le pouvait-il au lendemain de 1905 ?). Malgré cela, il convient de constater que l'auteur s'est montré aussi perspicace, non seulement grâce à ses dons propres, mais surtout grâce à son guide marxiste : les oligarques se groupent non par fantaisie, mais parce que la lutte des classes leur en fait l'obligation s'ils veulent durer, et leur domination est impitoyable, non par principe, mais par nécessité.

Pour nous, le livre témoigne de la nécessité de l'unité des travailleurs. Cette nécessité, Jack London l'a ressentie : les grèves particulières sont brisées, la grève générale est victorieuse; et plus aucun espoir de victoire prolétarienne ne subsiste après la défection des grands syndicats.

Alex. ISNART.

A travers les revues

La Critique Sociale (novembre 1933).

Un article de Simone Weil : « Réflexions sur la guerre ». Excellent article de classification des diverses conceptions révolutionnaires qui nous sollicitent à propos de la lutte contre la guerre et que trop souvent l'on mêle inextricablement l'une à l'autre. Elle prend à son compte la parole célèbre de Liebnecht : « L'ennemi principal est dans notre propre pays », car elle pense que « sous tous les noms dont il peut se parer, fascisme, démocratie ou dictature du prolétariat, l'ennemi capital reste l'appareil administratif, policier et militaire ».

Gérald Walter publie la suite de son « Essai Critique sur la Conjuration des Egaux » qui permettra de saisir le vice de tout mouvement insurrectionnel factice.

Parmi une abondante suite de compte-rendus de livres, je signale celui que S. Weil a consacré au « Matérialisme et Empirocriticisme » de Lénine qui m'a permis de m'orienter dans des questions où jusqu'à cette heure, j'avoue, sans honte, n'avoir rien compris.

B. G.

L'Educateur Prolétarien (janvier).

On sait que l'U.R.S.S. depuis 1931 a modifié l'orientation de son enseignement. Après avoir tenté un enseignement « libéral », elle s'est retournée vers les vieilles méthodes autoritaires (introduction des manuels, retour aux examens, instauration d'une discipline plus rigide...) Freinet nous présente à ce sujet un article de la « Pravda » dirigé contre les opportunistes de droite et surtout contre les « gauchistes » dans l'enseignement scolaire. La « Pravda » préconise non seulement le manuel mais « le manuel permanent » c'est-à-dre le manuel quasi immuable dans le temps et partout le même, rédigé par des cadres d'auteurs. Un tel conformisme ferait sauter le moins libéral des pédagogues français.

Freinet défend assez heureusement la thèse libérale — bien que ramenant toujours la question à la défense de « sa » propre technique.

Mais sa défense manque de perspectives car, en « ami de l'U.R.S.S. », il ne conçoit pas que le problème pédagogique posé n'est qu'un aspect du problème général. L'U.R.S.S. n'agit plus « socialistement » en pédagogie parce qu'elle a tourné le dos au socialisme sur presque tous les terrains ; elle ne se soucie plus de former des enfants à l'esprit libre parce qu'elle ne désire pas voir des hommes libres. La bureaucratie qui dirige le capitalisme d'Etat russe n'a pas besoin d'hommes libres, elle a besoin de producteurs serviles : elle en fait former. Comme le capitalisme privé français en fait former en France.

« L'Instruction Publique n'est pas un terrain ouvert à des expériences « gauchistes » hasardeuses... » écrit la « Pravda ». C'est en ces termes que M. de Monzie parlait l'an dernier, à Freinet.

B. G.

Les Humbles (décembre 1933).

Ce double cahier spécial est consacré à « Ce Sacré Anatole ». Lequel Anatole est M. de Monzie soi-même. Wullens qui est éclectique a encadré quelques textes choisis de M. de Monzie de divers articles découpés dans la presse satirique et même dans « La Révolution Prolétarienne ». Le tout précédé d'une préface sans gêne de Maurice Wullens.

Un petit monument élevé de son vivant, à notre « bon » grand-maître de l'Université ! Parions que M. de Monzie n'en saura aucun gré à l'auteur !

B. G.

Tous les camarades qui sont d'accord avec le manifeste publié en première page sont priés de nous l'écrire.

Le gérant : **M. CHAMBELLAND.**

Société Générale d'Imprimerie, — NICE

A BAS LE LATIN ! A BAS LE LATIN !

Est-il nécessaire
de savoir le latin
pour être intelligent ?

VOUS TROUVEREZ LA REPONSE
A CETTE QUESTION DANS

A BAS LE LATIN !

par REGIS MESSAC

Aux Editions des PRIMAIRES 1 vol. 5 fr.

A BAS LE LATIN ! A BAS LE LATIN !

A BAS LE LATIN !

Une explication marxiste
des civilisations passées et du monde moderne.

Le Précis de Géographie Economique

de J. F. HORRABIN

traduit déjà a été traduit

en français

et annoté par

J. PÉRA

en italien

en russe

en allemand

45 cartes

= 9 francs =

Expédié franco contre 9 francs envoyés par mandat-chèque à la Révolution Prolétarienne, 54, rue du Château d'Eau, Paris, Xe. Compte chèques-postaux Paris 734-99.

SOCIETE ANONYME A CAPITAL VARIABLE

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE-&-MEUSE, PARIS (10e)

Un aspirant dictateur :

ANDRÉ TARDIEU

par Félicien CHALLAYE

seconde édition revue et augmentée (20e mille)

Une brochure in-16 jésus de 32 pages, prix : 1 fr.

Par 10 exemplaires : réduction de 25 0/0 ; Par 100 exemplaires : réduction de 30 0/0 ;
Par 1000 exemplaires : réduction de 40 0/0.

En souscription

ROSA LUXEMBOURG

L'ACCUMULATION DU CAPITAL

suivie de

RÉPONSE AUX CRITIQUES

(Traduction de Marcel OLLIVIER

4 vol. in-16 Jésus. sur beau papier — Prix de souscription : 30 frs

(Ce prix sera majoré de 50 o/o à la mise en vente.